



Investir dans les populations rurales

## **Cabo Verde**

---

### **Programme de Promotion des Opportunités Socio-Economiques Rurales (POSER)**

#### **Rapport de supervision**

#### **Rapport principal et appendices**

Dates de la mission: du 30 novembre au 12 décembre 2015

Date du document: 21/01/2016

No. du Projet: 876-CPV

No. du rapport: 3993-CV

Division Afrique de l'Ouest et du Centre  
Département gestion des programmes



## Table des matières

Sigles et acronymes	iii
<b>A. Introduction</b>	<b>1</b>
<b>B. Vue d'ensemble de l'exécution du Programme</b>	<b>1</b>
<b>C. Produits et effets</b>	<b>3</b>
<b>D. État d'avancement de l'exécution du Programme</b>	<b>5</b>
<b>E. Aspects fiduciaires</b>	<b>8</b>
<b>F. Durabilité</b>	<b>12</b>
<b>G. Autres</b>	<b>13</b>
<b>H. Conclusion</b>	<b>14</b>

## Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du Programme et notes attribuées	15
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	19
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	23
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	25
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	29
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	35
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	37

## Sigles et acronymes

ACD	Association Communautaire de Développement
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique
CRP	Commission Régionale de Partenaires
CVE	Escudo Cabo Verde
DRF	Demande de Remboursement de Fonds
ECD	Etat Certifié des Dépense
FFE	Fonds Fiduciaire Espagnol
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
MJEDRH	Ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et du Développement des Ressources Humaines
PLPR	Programme de Lutte contre la Pauvreté Rurale
POSER	Programme de Promotion des Opportunités Socio-Economiques Rurales
PRPL	Programme Régional de Lutte contre la Pauvreté
RSE	Responsable Suivi/Evaluation
SIGOF	Système Intégré de Gestion des Opérations Financières
SYGRI	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
TDR	Termes de Référence
UCP	Unité de Coordination du Programme
USD	Dollars des Etats Unis d'Amérique



## A. Introduction<sup>1</sup>

1. Une mission conjointe du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et du Gouvernement s'est déroulée au Cabo Verde du 30 novembre au 12 décembre 2015 pour la supervision du Programme de Promotion des Opportunités Socio-Economiques Rurales (POSER). Elle avait pour objectifs: i) d'évaluer la performance globale du Programme et son impact; ii) d'apprécier la qualité de la gestion administrative et comptable du Programme; iii) de faire le point de l'état d'avancement des activités prévues dans le PTBA 2015 jusqu'au 31 octobre 2015 par composante aussi bien au niveau physique que financier; iv) d'apprécier le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière mission de supervision du Projet; v) de passer en revue les procédures d'acquisition des biens et services du Programme, et vi) d'analyser avec l'équipe de l'UCP et les partenaires impliqués dans la mise en œuvre, les difficultés et les contraintes rencontrées et proposer des solutions appropriées.

2. La mission a rencontré à Praia les principaux partenaires du Programme, notamment le Ministère de la jeunesse, de l'emploi et du renforcement des capacités des ressources humaines (MJERH), tutelle technique du Programme, le Ministère du développement rural (MDL), le Ministère des Finances (Représentant de l'Emprunteur), la FAO, le PNUD, la BADEA. La mission a visité les activités du projet dans l'île de Fogo et de Santiago Centre au cours de laquelle elle a rencontré les autorités administratives locales, les structures locales décentralisées et les partenaires œuvrant dans le développement agricole et rural. Au cours de ces visites de terrain, la mission s'est entretenue avec les Maires et Commissions régionales des partenaires (CRP) et les Associations de développement communautaire (ACD). Elle s'est entretenue également avec les bénéficiaires des microprojets.

3. La mission a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité de Coordination du Programme (UCP) tout au long de son séjour. Avant son départ, la mission a présenté ses principales conclusions et recommandations aux différentes parties prenantes à la mise en œuvre du Programme au cours d'une réunion de restitution tenue à Praia le 10 décembre 2015. Le présent Aide-mémoire fait le point des résultats de la mission et intègre les commentaires du Gouvernement, des différents partenaires du Programme ainsi que ceux de l'UCP.

4. Le Programme a été estimé à 25,5 millions de dollars US, dont 11 millions pour le FIDA, 9,5 millions pour le FFE, 4 millions pour le Gouvernement du Cabo Verde et un million pour les bénéficiaires. Le Prêt, d'une durée de six (6) ans, est entré en vigueur le 11 février 2013. Le recrutement de l'équipe du Programme a été finalisé en avril 2014 pour presque l'ensemble du personnel et en décembre 2014 pour le comptable. Le séminaire de démarrage s'est tenu du 06 au 12 juin 2014, et la première mission de supervision a eu lieu du 19 novembre au 03 décembre 2014.

## B. Vue d'ensemble de l'exécution du Programme

5. L'objectif général du Programme est de contribuer en six années à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales pauvres. Plus spécifiquement, il s'agira de contribuer à l'accroissement des revenus des populations en promouvant la création d'opportunités économiques inclusives et durables dans les zones rurales dans le but de favoriser l'emploi à long terme pour les ruraux pauvres (en particulier les femmes et les jeunes).

6. Globalement le Programme a touché 1919 ménages ruraux vulnérables, pour une prévision de 10 057 ménages (cadre logique révisé), soit un taux de couverture de 18%. Le taux d'exécution physique du PTBA 2015 révisé est de 41,5%.

7. **Lutte contre la pauvreté.** La mise en œuvre du Programme se déroule globalement bien après une bonne sensibilisation de tous les CRP et les ACD sur les objectifs et l'approche d'intervention du POSER. Globalement, au 31 octobre 2015, le Programme a financé 217 microprojets financés au profit

---

<sup>1</sup> Composition de la mission: La mission était composée de Monsieur Luyaku Loko Nsimpati, Chargé de Portefeuille du FIDA pour le Cabo Verde, Chef de mission, Madame Lucia Di Troia, Junior Professional Officer (JPO), Madame Dounamba Konaré, Assistante de Programme FIDA du Bureau régional de Dakar, Monsieur Moulaye Idrissa Tera, Consultant FIDA, Expert Analyste administration, finance et comptabilité, Monsieur Lacine Ahidara, Expert en production agricole chargé de la coordination du rapport de supervision, Monsieur Amadou Cissé, Expert en Suivi-évaluation, Monsieur Ulisses Borges DA VEIGA, Conseiller Représentant du Ministère de la jeunesse, de l'emploi et du renforcement des capacités des ressources humaines (MJERH). Monsieur Ramiro Azevedo et ses collaborateurs, membres de l'UCP, ont participé à la mission.

de 1919 bénéficiaires, dont 48% sont des femmes et 51% sont des jeunes pour un montant total de 1 420 000.Euros.

8. **Fonds de financement des PRLP.** Les Programmes Régionaux de Lutte Contre la Pauvreté (PRLP) élaboré sur une base triennale par les Commissions régionales de partenaires (CRP), sont les instruments pour atteindre les principaux objectifs du POSER. Au 31 octobre 2015, cinq (5) PRLP (Fogo, Brava, Santiago Sud, Santiago Nord et Santo Antão) ont été élaborés. L'agriculture est le domaine prioritaire identifié par le PRLP suivi de l'élevage. Quelques projets structurants ont été identifiés comprenant les projets d'aménagement des bassins versants dans la CRP de Santiago Sud, de commercialisation et de transformation dans les CRP de Santiago Nord et Centre. Cependant, la qualité des PRLP mérite d'être améliorée, notamment en ce qui concerne la définition de la performance des secteurs prioritaires ainsi que les indicateurs annuels et la stratégie visant à atteindre le principal groupe-cible du Programme. La majorité de microprojets financés concernent la production végétale (16%), l'élevage (30. %), la pêche (12%) et les activités génératrices de revenus (31%). Les projets du secteur social représentent environ 11% et concerne l'adduction de l'eau, le transport scolaire et l'habitat social. En général, la qualité des projets s'est bien améliorée à la suite de l'évaluation financière ex-ante qui été introduite dernièrement.

9. **Formation et renforcement des capacités.** Le Programme a appuyé la formation des équipes techniques de CRP et des ACD dans divers domaines, dont: (i) esprit d'équipe; (ii) sensibilisation sur les objectifs et l'approche du Programme; (iii) identification et évaluation financière ex-ante des microprojets; (iv) éducation financière; (v) gestion des microprojets; (vi) entrepreneuriat et étude de faisabilité des projets; et (vii) la mise en place de la commission d'analyse ex-ante des microprojets et le renforcement de ses capacités. Ce renforcement des capacités a amélioré sensiblement la qualité des microprojets soumis pour financement. Cependant, en dépit de certaines formations techniques réalisées en faveur de certains bénéficiaires de microprojets, les capacités techniques d'un bon nombre des bénéficiaires demeurent encore faibles et varient d'une CRP et d'une région à une autre. Les microprojets financés à ce jour sont pour la grande majorité des microprojets individuels travaillant souvent sur un maillon spécifique de la chaîne sans une prise en compte des autres maillons. Les microprojets d'investissement structurants font défaut à cause principalement de la nature même du processus de l'identification des projets par la demande. Au total 138 microprojets ont été validés et financés au 1<sup>er</sup> novembre 2015 sur un total de 167 microprojets identifiés, soit 82%.

10. **Micro-finance.** Le Programme a appuyé (i) le financement de 12 Institutions de micro-finance (IMF) sur les 13 institutions que compte le Cabo Verde; (ii) le développement du partenariat avec la fédération des IMF (iii) l'opérationnalisation de 3 IMF pour la mise en place du SIG et (iv) la mise en place de la loi de micro-finance.

11. **Suivi-évaluation.** Globalement, on note des avancées dans la mise en œuvre du système de suivi-évaluation du POSER bien que le système est encore en cours d'opérationnalisation. L'appropriation du Système par l'ensemble des parties prenantes n'est pas encore totale. Des séances de partage ont porté sur les supports de collecte essentiellement et spécifiquement sur les fiches des micro-projets. Il reste, cependant, à élargir le partage sur les autres aspects du système (suivi technique et financier). L'application informatique du Système S-E reste encore à faire. .

12. **Ciblage et Genre.** La forte sensibilisation des CRP et des ACD s'est traduite par l'appropriation de l'approche et des objectifs du Programme visant à réduire la pauvreté, améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages et à créer les revenus des ménages pauvres, en particulier pour les groupes les plus vulnérables dont les femmes et les jeunes. Le Guide de ciblage a été revu permettant (i) une catégorisation des groupes-cibles selon leur degré de vulnérabilité; (ii) un système de scoring adossé à des coefficients de pondération discriminatoires favorisant l'inclusion des ménages pauvres, des femmes pauvres chef de ménage et des jeunes déscolarisés et sans emplois dans les activités du POSER. La participation de la Responsable genre du Programme à l'évaluation ex ante des micro-projets par la commission de validation des mise en place au sein de l'UCP et l'application de la liste de contrôle genre aux micro-projets éligibles permettent de sélectionner des projets les plus pertinentes et sensibles au genre et veillent au respect de la proportion d'au moins de 50% de femmes bénéficiaires de projets fixée par le projet.

13. **Inclusion des jeunes.** Le nombre de jeunes bénéficiaires du Programme (hommes et femmes) a augmenté entre la première et la seconde série de projets approuvés: il est passé de 15 à 22%. Les jeunes sont plus présents dans le secteur de la pêche, de l'élevage et des AGR de transformation,



commerce et services (entretien/réparation mécanique). En raison de leur réceptivité vis-à-vis de l'innovation technologique et de la diversité de leur niveau de formation, les jeunes constituent un levier important pour accompagner la modernisation des exploitations agricoles agricole végétale et maraichère, de la pêche comme de l'élevage et densifier le tissu des MPER dans les zones d'intervention du POSER. La forte présence des jeunes dans les CRP et ACD comme membres et aussi comme leaders est un atout important énorme pour le POSER.

14. **Gestion financière.** La mise en œuvre de la gestion administrative, financière et comptable est globalement satisfaisante avec une prise en charge correcte des opérations fiduciaires conformément aux dispositions du manuel de procédures administratives, financières et comptables révisé à la suite des changements intervenus dans le code des marchés publics. Une meilleure organisation de la cellule administrative et financière a été mise en œuvre. Elle prend en compte une répartition opérationnelle des responsabilités et des tâches. Les différents manuels de gestion, notamment les manuels de procédures et du fonds de réinvestissement communautaire ont été validés avec les parties prenantes. En matière de la gestion budgétaire, le Programme a enregistré au 31/10/2015 un taux d'exécution du prêt/FIDA de 26,5%, du prêt supplémentaire FIDA DE 17,2% et du prêt Fonds Fiduciaire de 23,6%. Ces taux décaissement restent faibles. De même, le taux d'exécution du PTBA/2015 révisé, de 41,9%, est relativement faible par rapport à la période de référence. Le rapport d'audit de l'exercice 2014, n'a pas remis en cause la gestion normée des activités administratives, financières et comptables du Projet.

15. **Revue à mi-parcours (RMP).** Le Programme est à la fin de sa troisième année d'exécution où devrait intervenir la RMP. Celle-ci a été programmée pour décembre 2016 pour donner le temps aux acteurs de mise en œuvre d'avoir une masse critique d'activités permettant de présenter des résultats significatifs au cours de cette importante revue. La bonne préparation de cette dernière requiert la prise en compte et le partage des résultats de l'étude de référence réalisée en 2012 par un cabinet privé. De plus, une étude légère sur le niveau d'atteinte de l'objectif de développement devra permettre de mieux apprécier le chemin parcouru par le Programme.

## C. Produits et effets

### Composante 1: Fonds de financement des PRLP

16. **Elaboration des PRLP.** Les Programmes Régionaux de Lutte Contre la Pauvreté (PRLP) élaborés sur une base triennale par les Commissions régionale de partenaires (CRP), sont les instruments pour atteindre les principaux objectifs du POSER. Au cours de la première année du Programme, en raison du retard dans le démarrage du Programme, il n'a pas été possible de préparer les PRLP et d'en tirer les activités du PTBA 2015. Pour éviter la répétition d'une telle situation, dès la fin du premier semestre 2015, il a été décidé que tous les PRLP des CRP devraient être présentés à l'UCP avant fin octobre 2015 afin d'en tenir compte dans le PTBA 2016 en préparation. A date, seuls les PRLP de Fogo, Brava, Santiago Sud, Santiago Nord et Santo Antão sont parvenus à l'UCP. On peut constater que le domaine agro-pastoral est choisi prioritairement avec une attention particulière pour l'agriculture.

17. **Processus participatif d'élaboration des PRLP.** Les PRLP sont la source des activités présentées par les ACD et soutenues par les CRP. D'une manière générale, le processus d'élaboration des PRLP s'est déroulé selon des étapes bien définies: i) organisation de sessions d'information sur le PRLP auprès des ACD/communautés; ii) échange d'information avec différents partenaires à niveau régional, comme les services décentralisés de l'Etat; iii) études de diagnostic des ACD; iv) élaboration d'une ébauche du PRLP; v) concertation ACD et partenaires; vi) finalisation du PRLP par la CRP; vii) approbation du PRLP par l'assemblée générale de la CRP; viii) envoi de PRLP finalisé à l'UCP pour l'approbation finale.

18. Toutefois, l'examen des documents révèle la nécessité d'améliorer la qualité des PRLP, en particulier en ce qui concerne la définition de la performance des secteurs prioritaires ainsi que les indicateurs annuels et la définition d'une stratégie visant à atteindre le principal groupe-cible du Programme.

19. **Contrôle ex ante des microprojets (MP).** Pour assurer que les projets financés répondent aux critères de la mise en œuvre du Programme, une commission d'analyse ex-ante a été mise en place pour évaluer tous les projets soumis par les CRP avant financement. Ceci a permis de rejeter les dossiers non consistants et les faire reprendre par les CRP concernées.

20. Vu les nombreuses insuffisances notées dans les dossiers, l'UCP a déroulé un programme de renforcement des capacités de toutes les CRP et ACD en formulation de projet. Il s'en est suivi une amélioration significative de la qualité des MP soumis; en effet, ceux-ci sont accompagnés d'études de faisabilité et prévoient la formation des bénéficiaires tant en gestion qu'en technique de production. D'une manière générale, de mai à novembre 2015, ce sont 167 MP qui ont été soumis, parmi lesquels 138 ont été validés, et dont la majorité exerce dans l'agro-pastoral.

**21. Fonds de réinvestissement communautaire (FRC).** Un fonds de réinvestissement communautaire (FRC) a été instauré pour accueillir les remboursements des sommes allouées aux MP. Les modalités de son fonctionnement sont consignées dans le manuel y afférent. On note que trois (3) CRP ont déjà reçu un montant de 420 504 CVE provenant de six (6) MP.

**22. Entrepreneuriat rural.** L'insuffisance d'éducation financière des bénéficiaires impacte négativement la mise en œuvre des MP. Le Programme devra trouver des solutions pour mettre à la disposition des porteurs de MP les outils de gestion nécessaires à travers le renforcement des capacités des animateurs des Unités Techniques et assurer ainsi un suivi efficace des MP.

**23. Mise en œuvre du volet Micro-finance.** L'objectif principal du Fonds Micro-finance du PNLP est de renforcer la capacité des IMF afin qu'elles puissent offrir des services financiers adaptés au monde rural. Il a été mis en place, depuis 2002 et continue à jouer un rôle très important en tant que source de financement à des conditions attractives pour les IMF. Les grands défis actuels sont l'augmentation du Fonds afin de renforcer sa capacité d'intervention auprès des MP et la mise en relation durable bénéficiaires et IMF, en tenant compte des spécificités de financement du secteur agricole. La mise en œuvre de la stratégie retenue pour le Fonds PNLP pour la micro-finance au sein du Programme a permis d'atteindre les résultats suivants :

- 12 IMF sur les 13 que compte le Cabo Verde sont partenaires du Fond PNLP et ont bénéficié d'appuis financiers. Au 30 septembre 2015, cinq (5) IMF (dont une pour la première fois) ont reçu un appui de 33 000 000 CVE. Le portefeuille actuel est de 58.170.000 CVE, avec une disponibilité de 27.338.479 CVE.
- Le développement d'un partenariat avec la fédération des IMF et un soutien de 350 000 CVE à dette dernière pour la semaine de la micro-finance.
- Un appui à trois (3) IMF pour opérationnaliser leur SIG à travers un contrat avec le fournisseur local du logiciel et l'achat de deux (2) ordinateurs.
- Une contribution à hauteur de 480 000 CVE pour l'élaboration de l'étude sur la demande de services de micro-finance.
- Une concertation entre le POSER, la Tutelle du Programme et le projet PADAFI pour une contribution pour la mise en place de la loi sur la micro-finance.

## **Composante 2: Animation, Formation et Mise en Réseau**

24. **Renforcement des capacités.** Les activités de formation et de renforcement des capacités mises en œuvre ont concerné aussi bien l'UCP que les Unités techniques locales, et dans certains cas, les bénéficiaires. Entre juin et septembre 2015, l'UCP a organisé, dans toutes les CRP, des sessions de renforcement des capacités en entrepreneuriat et études de faisabilité des projets pour 172 personnes, dont 87 hommes (51%) et 85 femmes (49%), membres des unités techniques, leaders associatifs partenaires et bénéficiaires de microprojets. Un Atelier de Concertation Stratégique, a permis de faire le bilan d'exécution du Projet et de partager les bonnes pratiques, leçons apprises et les défis à envisager

25. Les CRP ont réalisé 60 activités de formation pour les leaders des ACD et CRP, les membres des unités techniques. Les thèmes développés au cours de ces sessions concernaient notamment: la formulation et l'analyse ex-ante des microprojets, le leadership, l'égalité et équité du genre, éducation financière etc. Ce renforcement des capacités a permis d'améliorer la qualité des microprojets élaborés pour lesquels la non disponibilité de référentiels limite encore l'appréciation de la rentabilité. Dans ce sens, les sessions complémentaires prévues sur la mise en œuvre du système de suivi-évaluation, notamment sur le suivi de l'exploitation des microprojets vont contribuer à l'élaboration de ces référentiels.

26. L'équipe de l'UCP a participé dans une formation appelée "*PRORURAL – Projets pour le Développement Rural: formulation, exécution, suivi et évaluation*" de trois mois réalisée par la Delnet de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Le Responsable Suivi-Evaluation a participé à une

formation en suivi-évaluation réalisée par le Bureau Africain de Suivi-Evaluation au Sénégal, du 10 au 24 août 2015.

27. **Ateliers et séminaires.** En 2015, les CRP ont réalisé 55 activités liées à des séminaires, ateliers et échanges entre les bénéficiaires, les leaders des ACD et CRP, et les équipes techniques.

28. Du 3 au 6 novembre, le POSER a réalisé, à Praia, un Atelier de Concertation Stratégique, avec les objectifs de: valider le manuel de suivi et évaluation et le manuel d'exécution technique, faire le bilan d'exécution et analyser les bonnes pratiques, leçons apprises et les défis à envisager. En plus de toute l'équipe de l'UCP, ont participé tous les gestionnaires, les animateurs et comptables et également les présidents des CRP.

29. **Renforcement de l'organisation communautaire.** L'accomplissement des objectifs du POSER est en étroite liaison avec le renforcement de l'organisation des communautés encadrées par le dispositif institutionnel de participation démocratique ACD/CRP. Ainsi, aux côtés de son incidence économique productive, le Programme doit toujours poursuivre des actions pour le renforcement du capital social et de l'*empowerment* de son groupe cible, l'entre-aide et la solidarité et la cohésion communautaire.

30. En régime volontariat, il est fondamental que les organisations fonctionnent à toutes les dimensions sur la base de la dynamique individuelle et collective de leurs organes sociaux (assemblée, direction et conseil fiscal) et de tous les membres et à travers, par exemple, de noyaux ou de petites commissions d'appui de proximité à des différents domaines d'intervention: gestion et suivi, microprojets, éducation et capacitation, animation et mobilisation sociale, ciblage et genre, etc.

31. Couvrant les municipalités et les îles, les CRP doivent, nonobstant le focus rural de la pauvreté, tenir leur politique de développement vers une perspective majeure territoriale (rurale, périurbaine, urbaine), ce qui permettrait de donner plus de cohérence et durabilité aux demandes en réseau et en filière des besoins socio-économiques des ménages les plus vulnérables avec une mobilisation plus accrue des partenaires.

32. **Animation et mise en réseau.** La prise en compte des facilitateurs fera l'objet d'examen à la Revue à mi-parcours du programme.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Bien définir les secteurs de financement et centrer les interventions dans les domaines de l'agriculture, l'élevage, la pêche et les AGR y relatifs	Coord/UCP	31 décembre 2015
Renforcer la capacité/sensibilisation des CRP et des ACD en ce qui concerne l'identification des projets structurants	RMP/RME/RG/RSA	Permanent
Poursuivre le renforcement des capacités techniques des CRP dans l'élaboration et le suivi des microprojets	RMP/RSA/UCP	31 janvier 2016
Assurer la signature de contrat de remboursement entre la CRP et des microprojets en cours ou déjà financés	RME / RMP	28 février 2016
Doter chaque AGR d'outils de gestion (livre des achats, et livre de caisse etc.) et caisse avec cadenas	RME / RMP	28 février 2016
Renforcer les capacités des animateurs sur éducation financière	RME	31 mars 2016
Renforcer les Visites d'échanges entre CRP pour mieux partager les expériences sur les projets intercommunautaires (structurants)	RME/ RMP / RAFC	30 juin 2016
Renforcer les capacités des animateurs sur suivi des micro-projets productifs	RME / RME	30 juin 2016
Préparer à l'attention du FIDA un dossier pour un don en faveur du renforcement du Fonds de Micro-finance PNLP	Coordo/MJERH/FIDA	31 décembre 2016
Assurer la mise en relation MP productifs / IMF	RME/RMP	Permanent
Engager des discussions avec la Fédération des IMF afin que celles-ci proposent des produits qui répondent aux besoins des MP	RME/RMP	31 mars 2016

## D. État d'avancement de l'exécution du Programme

33. **Suivi-évaluation.** Le Manuel des procédures du système de Suivi-évaluation du Programme a été élaboré, discuté et validé par les acteurs impliqués dans la mise en œuvre. Il contient les outils et procédures de collecte, traitement, analyse et diffusion de l'information pour servir d'outil d'aide au

pilotage. La version finale du manuel de suivi-évaluation traduite en portugais est disponible. L'opérationnalisation du système est en cours avec la collecte des données sur les activités et les acteurs de leur mise en œuvre. On peut noter au 31 octobre 2015, que l'on dispose d'informations sur 217 micro-projets (MP) et 165 ACD. Pour permettre à toutes les parties prenantes une meilleure compréhension et maîtrise du système S-E, les séances de partage du manuel devraient être renouvelées tant au niveau de l'UCP que de tous ses partenaires.

34. En attendant l'acquisition d'un logiciel, une application informatique développée sur Access a été élaborée; elle a permis de faire le bilan de tous les indicateurs de produit, à l'exception de ceux relatifs aux facilitateurs et à la mise en réseau de la composante 2.

35. Une méthode de suivi de, l'exécution physique et financière du PTBA a été mise en place en 2015. Elle a permis d'élaborer le tableau de comparaison des taux d'exécution physique et financière qui s'établissent comme suit: exécution physique 41,5% et exécution financière 41,9% à fin Octobre 2015. Il est cependant nécessaire qu'en 2016, ce tableau soit édité et exploité trimestriellement pour servir comme outil d'aide à la prise de décision.

36. Une étude de référence du POSER a été réalisée en 2012. Elle renseigne certains indicateurs de l'objectif de développement, et donc pourrait être utilisée comme situation de référence, sous réserve d'une exploitation complète du rapport y afférent. Dans la perspective d'une analyse comparative entre les deux situations en vue de la RMP, il est nécessaire de réaliser une étude sur le niveau d'atteinte des objectifs de développement du Programme.

37. **Lutte contre la pauvreté.** Depuis le début du Programme, 217 microprojets financés totalisent 1919 bénéficiaires, dont 48% sont des femmes et 51% sont des jeunes, les deux catégories considérées comme prioritaires parmi la population pauvre. On dénombre 916 chefs de ménage qui ont bénéficiés, à travers 193 microprojets, d'Activités Génératrices de Revenu (AGR); parmi eux, 386 femmes (41%) et 203 jeunes (22%). Par rapport à la situation initiale, le POSER a renforcé l'appui aux catégories vulnérables (femmes et jeunes) à réaliser des activités génératrices de revenu et donc à améliorer leurs conditions de vie.

38. Un des objectifs de l'analyse ex ante est de s'assurer que le ciblage vise les plus pauvres pour toutes les propositions de microprojets, et seuls les projets à caractère économique qui contribuent à l'amélioration, de façon durable, des conditions de vie des groupe-cibles. Depuis la dernière mission de supervision, 138 projets ont été validés par la commission d'analyse ex ante en prenant compte ces aspects.

39. **Stratégie de ciblage.** Le processus de ciblage du POSER est basé sur l'identification et la sélection des microprojets, à partir des assemblées communautaires afin que le projet atteigne le principal groupe cible (femmes pauvres chef de ménage et jeunes sans emploi). Les ACD sont représentées dans ces assemblées au cours desquelles le personnel de l'unité technique apporte son appui pour garantir un processus transparent et fondé sur des règles claires. Il est prévu que 70% des adultes et 45% de femmes de la communauté doivent y être présents.

40. Depuis le démarrage du POSER, l'UCP a entrepris une forte campagne de sensibilisation et d'information pour partager avec tous les acteurs, les CRP et les ACD le contenu du programme, son approche et sa cible. Toutefois les données disponibles montrent que certains CRP n'ont pas encore réussi à atteindre de façon idéale le groupe cible du POSER. Par conséquent, il est nécessaire que dans la prochaine année l'UCP analyse la situation de chaque CRP et l'accompagne afin de redimensionner les interventions et d'assurer l'efficacité du ciblage.

41. Les données disponibles montrent que l'inclusion des femmes et des jeunes dans les microprojets pourra augmenter petit à petit pendant la mise en œuvre du Programme. D'une manière générale, le POSER est dans une situation de parité homme/femme, dans laquelle on note que 52% des bénéficiaires des MP sont des hommes, 48% des femmes, et 51 % des jeunes de moins de 30 ans. Quant aux AGR, 59% des bénéficiaires sont des hommes, 41% des femmes, et 22% des jeunes. Pour les projets sociaux, on dénombre 54% de femmes et 46% d'hommes.

42. Les efforts déjà entrepris de sensibilisation et d'information des populations, particulièrement des femmes et des jeunes, devraient se poursuivre dans les prochaines années en insistant sur les aspects économiques et de durabilité des microprojets. Conformément aux recommandations de la dernière mission, le guide sur le ciblage a été finalisé et partagé avec toutes les CRP. Le guide inclut une catégorisation des groupes-cibles selon leur degré de vulnérabilité.

43. L'UCP a organisé, entre Juin et Septembre 2015, des séances de renforcement des capacités pour toutes les CRP en entrepreneuriat et sur l'élaboration des études de faisabilité. Dans un premier temps, cela a concerné les seuls membres des Unités Techniques; puis les actions ont été étendues aux leaders associatifs, aux partenaires et aux bénéficiaires. Au total, 172 personnes, 87 hommes (51%) et 85 Femmes (49%) ont bénéficié de ces actions.

44. **Efficacité de la stratégie genre.** Le POSER s'appuie sur une stratégie Genre qui a comme finalité de donner aux femmes, surtout les femmes chef de ménage, qui sont normalement les plus touchées par la pauvreté en milieu rural, l'opportunité d'avoir une activité économique rentable qui permettra à terme de réduire les inégalités et promouvoir une croissance économique inclusive, basée sur la discrimination positive.

45. Un plan d'action axé sur la capacité d'intervention de l'équipe du projet a été mis en place, en particulier dans la planification avec une perspective de genre et aussi dans la sensibilisation des CRP, des ACD et d'autres parties prenantes pour la promotion de l'égalité de sexes dans les zones d'interventions du programme.

46. Bien que la proportion de femmes porteuses de microprojets soit respectée (50%), seulement 41 % de microprojets portant sur des activités économiques ont comme bénéficiaires des femmes. De plus, les données disponibles sur les microprojets montrent des différences notables entre CRP en termes de bénéficiaires femmes.

47. Afin d'améliorer les résultats et réduire les écarts, la mission estime que pendant la mise en œuvre du PTBA de 2016 il est de haute importance que certaines stratégies ou des mesures soient adoptées: i) promotion de la participation active des femmes et l'intégration de leurs aspirations à tous les niveaux de prise de décision et dans tous les domaines du développement, en incluant les instances des CRP et des ACD; ii) renforcer les actions d'autonomisation (formation sur le développement de l'esprit entrepreneurial et sur les notions de base en gestion); iii) tenir compte de la dimension genre et des contraintes particulières des femmes dans le développement des actions de capacitation spécifique sur la gestion de microprojets.

## **Innovations**

48. **Analyse Ex ante des Microprojets.** Tirant les leçons des contrôles à posteriori des MP durant la mise en œuvre du PLPR, la création dans l'UCP de la commission d'évaluation ex ante des MP proposés par les CRP permettant d'en apprécier la qualité des dossiers, est une mesure de durabilité, mais aussi qui assure un ciblage plus affiné sur les plus pauvres.

49. **Mise en œuvre du Fonds de réinvestissement communautaire (FRC).** Le fonds de réinvestissement communautaire est une innovation du POSER en tant que mécanisme de restitution par les bénéficiaires des montants investis. Afin de permettre aux CRP et ACD d'avoir des fonds pour assurer la durabilité des actions, il est prévu que les bénéficiaires des microprojets remboursent les investissements. La CRP est responsable de la gestion de fonds qui seront réalloués à de nouveaux projets relevant des ACD qui les ont générés. Le FRC, en plus d'assurer la durabilité des fonds du programme National de lutte contre la Pauvreté, est une façon de responsabiliser les ACD et les bénéficiaires pour leur propre développement.

50. **Cellule sous-régionale d'animation – CRP de Santiago Sud.** La cellule sous-régionale d'animation composée de leaders associatifs mise en place par la CRP de Santiago Sud présente des résultats visibles sur le terrain: dynamisme des ACD, proposition des projets structurants, suivi-évaluation de l'impact des projets mis en œuvre. Cette expérience pourrait être répliquée dans d'autres CRP.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Acquérir une application informatique sous environnement Web dédiée au SSE avec formation des utilisateurs	RSE/Coordinateur	Fin Avril
Identifier les indicateurs de soutien pour le renseignement des indicateurs SYGRI de second niveau	RSE	Fin Février
Élaborer et exploiter trimestriellement le tableau de suivi technique et financier	RSE/Coordinateur	Chaque trimestre
Systématiser les instances de pilotage sur la base des tableaux de bord des indicateurs de produit du cadre logique et du tableau de suivi technique financier	RSE/UCP	Chaque trimestre
Faire une étude sur le niveau d'atteinte des objectifs de développement du Programme et exploiter l'étude de référence du POSER	RSE/UCP	
Analyser la situation de chaque CRP et renforcer l'appui aux CRP qui présentent encore quelques difficultés dans l'application de la stratégie de ciblage	RG/RME/RMP/UCP	Décembre 2015
Poursuivre la sensibilisation/information des populations, particulièrement les femmes et les jeunes, en insistant sur les aspects économiques et la durabilité des MP	RG/RME/RMP/UCP	Permanent
Poursuivre la densification des appuis aux CRP et ACD en matière de formation en genre et inclusion des jeunes	RG/RAF/UCP	Permanent
Promouvoir la participation active des femmes et l'intégration de leurs aspirations à tous les niveaux de prise de décision et dans tous les domaines du développement, en incluant les instances des CRP et des ACD	RG/RMEMR/UCP	Permanent
Tenir compte de la dimension genre et des contraintes particulier des femmes dans le développement des actions de capacitation spécifique sur la gestion de microprojets.	RG/RSA/RMP/UCP	Permanent

## E. Aspects fiduciaires

51. **Appréciation d'ensemble.** Au plan de la prise en charge des aspects fiduciaires, les appendices et autres informations de gestion nécessaires à la présente revue ont été rendus disponibles au démarrage de la mission. Une meilleure organisation de la cellule administrative et financière a été mise en œuvre. Elle prend en compte une répartition opérationnelle des responsabilités et des tâches. Les différents manuels de gestion, notamment les manuels de procédures et du fonds de réinvestissement communautaire ont été validés avec les parties prenantes. Cependant, au 31/10/2015, les performances en matière de décaissements restent encore préoccupants: prêt/FIDA (26,48%); prêt supplémentaire/FIDA (17,18%) et prêt/FFE (23,60%). De même, le taux d'exécution du PTBA/2015 révisé, de 41,9%, est relativement faible par rapport à la période de référence. Par ailleurs, la mission a particulièrement insisté à différents niveaux (ACD/CRP/UCP) sur l'urgence et l'importance que revêt la transmission des pièces des dépenses pour optimiser la mobilisation des ressources et conforter les taux de décaissement.

52. **Système de gestion.** Le paramétrage du logiciel de gestion financière et comptable Tom2Pro est finalisé. Les préoccupations résiduelles concernent le suivi des contrats et la consolidation des DRF ainsi qu'une formation d'appoint au profit des agents de la filière fiduciaire du Programme (UCP/CRP) pour accroître leur maîtrise collective de toutes les fonctionnalités du logiciel Tom2Pro.

53. **Immobilisations.** Les équipements du PLPR inventoriés et transférés au POSER ont été évalués, valorisés, validés par la Direction du Patrimoine de l'Etat et pris en compte dans la comptabilité de 2014. Par ailleurs, l'établissement et la mise en place des listes d'inventaire des bureaux ont été effectués. L'inventaire des immobilisations pour la clôture des comptes 2015 sera réalisé avant le 31 décembre 2015. En matière d'assurance, hormis les véhicules, les autres immobilisations ne sont pas encore couvertes pour les risques de vol, d'incendie, de dégâts des eaux et de responsabilité civile. A cet égard, la mission insiste sur la nécessité de régulariser la situation dans les meilleurs délais pour rester conforme aux conditions générales applicables aux prêts/dons du FIDA.

54. **Gestion du personnel.** L'effectif du POSER compte désormais 71 agents dont 16/siège et 55 pour les neuf (09) CRP (le Comptable de la CRP de Santo Antão a démissionné). En matière de couverture médicale du personnel, le Programme est affilié à l'INPS, conformément aux dispositions nationales en vigueur. En outre, l'évaluation des performances du personnel, sera effectuée en janvier 2016 sur la

base du PTBA 2015 en fonction des objectifs assignés à chaque agent et de ses résultats atteints en fin d'année.

### **Gestion financière et décaissements**

55. Programme de Travail et Budget Annuels 2015. Le PTBA 2015 révisé se chiffre en CVE à 559 209 390 dont: 258 935 646/FIDA (46,3%); 220 574 809 /FFE (39,4%); 24 952 194/Etat (4,5%) et 54 746 741 /Bénéficiaires (9,8%). Au 31/10/15, le montant total exécuté est de 234 561 953,60 CVE, soit un taux d'exécution de 41,9% et des taux par bailleur de: 43,3%/FIDA; 43,3%/FFE; 77,7%/Etat et 13,4%/Bénéficiaires. Pour rappel et par rapport à l'articulation du PTBA 2016, il sera indispensable de présenter les financements FIDA 1 et FIDA 2 séparément pour des raisons d'évaluation finale. Par ailleurs, le taux relativement élevé de l'Etat procède d'une sous-estimation des prévisions qui doivent comprendre non seulement les dotations mises à disposition mais aussi les exonérations de taxes. Les taux de réalisation des composantes sont de: 33,9%/C1; 50,2%/C2; 93,5%/C3. Compte tenu des niveaux relativement faibles des taux d'exécution, l'UCP est invitée à prendre les dispositions nécessaires pour les relever notablement d'ici le 31/12/2015.

56. Déboursments/bailleurs. Le coût total du programme dans le DCP est de 25 592 milliers de USD dont: 6 380 USD/prêt FIDA; 4 620 USD/prêt supplémentaire FIDA; 9 504 USD/FFE; 4 083 USD/Etat; 1 005 USD/Bénéficiaires. Au 31/10/2015, le montant total réalisé est de 5 657,24 milliers d'USD, soit un taux d'exécution global de 22,11%. Les déboursments (en milliers) ainsi que les taux de réalisation par bailleur sont respectivement de: prêt FIDA 1/1 641 USD (25,72%); prêt FIDA 2/739 USD (15,99 %); FFE/2 058 USD (21,66%); Etat/1 130 USD (27,66%) et Bénéficiaires/90 USD (8,96%). En ce qui concerne les composantes, les résultats se présentent comme suit (en milliers): 3 795,70 USD /composante 1 « Fonds de financement des programmes régionaux de lutte contre la pauvreté » (21,72%); 1 206,69 USD/composante 2 « Formation, animation et mise en réseau » (22,83%); 654,85 USD/composante 3 « Coordination et gestion » (23,17%).

57. Décaissements FIDA 1. Au 31/10/2015, les décaissements réels sur le prêt/FIDA 1 totalisent un montant de 1 114 719 DTS sur une allocation de 4 210 000 DTS, soit un taux de décaissement réel à la DRF n° 06 de 26,48%, ce qui est « plutôt insatisfaisant » selon les Profils de Décaissement par type de Projet (PDP/FIDA). Le règlement à termes du reliquat de la DRF n° 05 ainsi que de la DRF n° 07, en instance de paiement au FIDA et de la DRF n° 08 en préparation à l'UCP, pour un montant total d'environ 180 228,93 DTS, portera le taux de décaissement à 30,76%.

58. Décaissements FFE. Au 31/10/2015, les décaissements réels sur le prêt/FFE sont de 1 675 534 euros sur une allocation de 7 100 000 DTS, soit un taux de décaissement réel à la DRF n° 06 de 23,60% « plutôt insatisfaisant » selon le PDP/FIDA. En tenant compte du reliquat de la DRF n° 05 ainsi que de la DRF n° 07, en instance de paiement au FIDA et de la DRF n° 08 en préparation à l'UCP, pour un montant total d'environ 325 830,97 DTS, le taux de décaissement sera de 28,19%.

59. Décaissements FIDA 2. Au 31/03/2015, les décaissements réels sur le prêt/FIDA 2 se chiffrent à 524 117,26 DTS sur une allocation de 3 050 000 DTS, soit un taux de décaissement réel à la DRF n° 06 de 17,18% « plutôt insatisfaisant » selon le PDP/FIDA. La prise en compte du reliquat de la DRF n° 05 ainsi que de la DRF n° 07, en instance de paiement au FIDA et de la DRF n° 08 en préparation à l'UCP, pour un montant total d'environ 133 720,36 DTS, portera le taux de décaissement à 21,57%.

60. Compte désigné. Le rapprochement du compte désigné unique (FIDA1/2/FFE) au 31/10/2015 met en évidence un montant reconstitué de 1 800 132,21 euros pour une avance initiale 1 800 000 euros, soit un écart en plus de 132,21 euros (0,01%) à justifier. Les soldes des comptes désignés UCP/CRP et des caisses se chiffrent à: 710 388,18 euros (39,46%). Le montant en instance de paiement au FIDA (reliquat DRF n° 05 et DRF n° 07) est de 496 411,94 (27,57%) et celui de la DRF en préparation à l'UCP est de 211 916,33 euros (11,77%). Les montants prélevés du compte désigné et en cours de justification se chiffrent à 381 415,76 euros (21,18%). Cette situation nécessite un suivi rapproché de l'UCP pour assurer la remontée rapide des pièces justificatives des ACD vers les CRP et des CRP vers l'UCP. Cela va faciliter la préparation des DRF, à bonnes dates, et conforter ainsi la mobilisation des ressources des prêts.

61. Alimentation des comptes des CRP. Au 31/10/2015, les virements de fonds au profit des CRP se chiffrent à 288 269 104 CVE/2 614 330,06 euros/dont FIDA1/2/FFE 266 783 882 CVE (2 419 479,27 euros) et Etat/21 485 222 CVE (194 850,79 euros). Les dépenses effectuées totalisent un montant de 245 350 889 CVE/2 225 102,15 euros, soit un taux de réalisation de 85,11%. La différence entre les montants reçus et les dépenses faites sur les ressources des prêts est de 389 327,91 euros. Ce

montant comparé aux soldes des comptes des CRP/314 560,57 euros (éléments de la reconstitution du compte désigné) met en évidence un écart de 74 767,34 euros que l'UCP devra analyser et justifier.

62. La mission a été informée de la saisie par les autorités judiciaires des comptes bancaires des CRP de Brava et de Santiago Centre (d'autres CRP pourraient être concernées). Cette situation fait suite à une action de justice intentée par des employés de ces CRP dans le cadre de la liquidation de leurs droits avec l'achèvement du PLPR/FIDA. Les sommes à payer se chiffrent respectivement à 1 772 500 CVE/16 074,91 euros pour Brava (montant déjà exécuté) et 1 164 000 CVE/10 556,39 euros pour Santiago Centre. La mission rappelle que les montants actuels figurant dans ces comptes proviennent du POSER dans le cadre de la mise en œuvre des contrats programmes signés avec les CRP concernées. Elle précise également que les comptes désignés des financements extérieurs ne peuvent pas être saisis. Enfin, tout paiement de cette nature effectué sur les fonds des prêts ne sera pas remboursé par le FIDA. Il faudra, dès lors, faire prendre en charge les règlements par les ressources de contrepartie. L'UCP en relation avec les tutelles technique et financière devra prendre les dispositions idoines pour régulariser la situation.

63. Trésorerie disponible. Au 31/10/2015, les disponibles en caisses/banques (siège/CRP), sur les financements FIDA 1/2 et FFE sont de 78 330 952 CVE/710 388,17 euros. Les ressources de contrepartie en compte se chiffrent à 45 558 180 CVE/413 169,91 euros, soit un disponible total de 123 889 132 CVE/1 123 558,08 euros. En ce qui concerne, les engagements et les factures échues au 31/10/2015, ils se chiffrent à 6 027 331 CVE/54 662,23 euros.

64. Dotations des CRP. Le système d'allocation des ressources aux CRP actuellement en vigueur est articulé comme suit: 40% des fonds répartis de façon équitable entre les neuf (09) CRP et 60%, en fonction de la population rurale et de l'indice de pauvreté de chaque CRP (base données nationales). La revue de ce système est en train d'être analysée par l'UCP en relation avec les CRP et les modifications éventuelles y relatives seront prises en compte dans le PTBA 2016.

65. **Financement de la contrepartie.** Les prévisions en matière de contrepartie sur la durée de mise en œuvre du Programme sont de 4 000 000 USD dont 02 millions USD pour l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens et services et 02 millions USD, en numéraire pour le financement d'un certain nombre de coûts du Programme. A cet égard, sur les prévisions des PTBA 2013, 2014 et 2015, un montant total de 68 771 010,01 CVE/623 688,48 euros a été budgétisé dont: 67 027 135,01 CVE/contrepartie en numéraire (607 873,17 euros); ii) 1 743 875 CVE/partie taxes (15 815,31 euros). Au 31/10/2015, un montant de 102 225 784 CVE/927 091,86 euros a été réalisé, soit 148,65% des prévisions inscrites dans les PTBA (l'importance de ce taux est la conséquence d'une sous-estimation des prévisions). Ces réalisations représentent 27,68% de la contrepartie totale requise et 41,89% de celle exprimée en numéraire.

66. **Contribution des Bénéficiaires.** Elle est estimée à 1 005 000 USD sur la durée d'exécution du POSER à travers la mise en œuvre des Programmes Régionaux de Lutte contre la Pauvreté (PRLP). Au 31/10/2015, 324 microprojets ont été validés et approuvés et engagés pour 219 304 560 CVE/1 988 886 euros. Les décaissements effectifs sont de 129 283 511 CVE/1 172 480 euros. La participation des bénéficiaires sur les financements réels est de 8 145 948 CVE/73 876 euros, soit 6,3%. Cette contribution représente 8,96% de celle attendue durant la durée du Programme.

67. **Fonds de Réinvestissent Communautaire (FRC).** Il est prévu la mise en place d'un mécanisme de restitution d'une partie de la valeur reçue par les bénéficiaires dont les microprojets ont été financés pour créer le FRC. Les modalités de fonctionnement du FRC ont été définies dans le manuel du Fonds qui a été partagé et validé avec les CRP et les ACD.

#### **Dispositions de l'Accord de financement.**

68. Passation des marchés. Le registre des contrats (modèle C10 de la lettre à l'emprunteur), est à jour. Il comprend onze (11) contrats dont dix (10) de services de consultants et un (01) de fourniture du logiciel Tom2Pro. Ils ont été passés en entente directe avec la non-objection du FIDA. La revue documentaire de ces contrats n'appelle pas d'observation particulière en matière de respect des procédures nationales et de celle du FIDA.

69. Etat certifiés des dépenses. La revue d'usage des ECD a été effectuée sur 30% des pièces de la DRF n° 06 et sur la base du seuil unique de 30 000 USD, valable pour toutes catégories de dépenses. La mission est d'avis qu'il faut libeller ce seuil en euros comme pour les autres seuils de la lettre à l'emprunteur. Le classement des pièces constitutives des ECD est correct et les améliorations



essentielles suggérées lors de la dernière mission sont en cours de mise en œuvre, notamment: i) la systématisation du compostage/annulation des factures; ii) l'adjonction des demandes d'achat et des bons de commande; iii) la certification "fourniture et/ou service fait".

### Comptabilité, Audit et Supervision

70. Comptabilité. Au 31/10/2015, la comptabilité 2015 générée sur le logiciel Tom2Pro est à jour. Au plan opérationnel, les rapprochements bancaires, des comptes désignés uniques FIDA1/FIDA 2/FFE Siège/CRP ainsi que les comptes de contrepartie des CRP, sont effectués régulièrement de même que le suivi de la gestion des caisses de menues dépenses. En termes d'amélioration, il sera nécessaire de procéder à une reconstitution mensuelle des comptes désignés.

71. Concernant le rapportage CRP/UCP, les éléments du rapport mensuel à transmettre à l'UCP ont été mis en place, à savoir: i) le rapprochement bancaire et la reconstitution du sous compte désigné ainsi que le rapprochement du sous compte de contrepartie; ii) le procès-verbal d'arrêté mensuel de caisse; iii) l'état de ventilation des dépenses par composante et par catégorie; iv) la situation de financement des microprojets et de restitution des fonds; v) l'état de paie; vi) la situation des ADC. Les aspects relatifs au rapportage ont été pris en compte dans le manuel de procédures.

72. Audit des comptes 2013 et 2014. L'audit des exercices clos les 31/12/13 et 31/12/14 a été effectué. Les états financiers de l'UCP et ceux des CRP, donnent une image fidèle des ressources et des dépenses, reflètent fidèlement et sincèrement la situation financière, ainsi que le résultat des opérations et des mouvements de trésorerie au 31/12/2013 et au 31/12/2014 conformément aux règles et principes comptables. Cependant, en matière de revue du contrôle interne, il a été relevé un certain nombre d'améliorations nécessaires à mettre en œuvre. A cet égard, l'UCP devra préparer un plan de suivi de ces recommandations (UCP/CRP) et le mettre en œuvre avant le prochain audit.

73. Arrêté des comptes 2015 et audit. Le planning d'arrêté et d'audit des comptes ci- après a été validé avec l'UCP :

Inventaire des immobilisations	31/12/2015
Arrêté de caisse	31/12/2015
Arrêté de stock	31/12/2015
Justification et apurement des avances pour toutes les activités achevées pendant la période de référence	31/12/2015
Arrêté des comptes des CRP et transmission des états et des pièces justificatives	28/02/2016
vérification, centralisation et production des états comptables	31/03/2016
Analyse des comptes et établissements des états financiers	15/04/2016
Transmissions des états financiers au FIDA	30/04/2016
Audit des comptes 2014 avec rapports provisoires	01 au 31/05/2016
Transmission du rapport définitif au FIDA	15/06/2016

74. Suivi/Supervision. Les recommandations en matière fiduciaire de la dernière mission de supervision ont été mises en œuvre dans une très large mesure. Il reste à régulariser l'assurance des biens du Programme.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Finaliser le paramétrage du suivi des contrats et de la consolidation des DRF (UCP/CRP)	RAF/CN/Cabinet	31/03/2016
Assurer les immobilisations du Programme (vol, incendie, dégâts des eaux, responsabilité civile, etc.)	COOR/RAF	31/03/2016
Procéder à une budgétisation optimale de la contrepartie (taxes + numéraire)	COOR/RAF/RSE	31/12/2015
Finaliser et transmettre la DRF n° 08 en préparation à l'UCP	COOR/RAF/CN	31/12/2015
Justifier l'écart de reconstitution du compte désigné de 132,21 euros en plus dans le compte	RAF/CN	31/12/2015
Prendre toutes les dispositions nécessaires pour la justification du montant de 381 415,76 euros prélevé du compte désigné au profit des CRP/ACD et en attente de justification	COOR/RAF/CN/CRP/ACD	31/12/2015
Assurer le suivi du niveau de la contribution des bénéficiaires à 10% sur les microprojets réalisés	RAF/RSE/RMP/CRP	Pour mémoire
Reconstituer mensuellement les comptes désignés en même temps que les rapprochements bancaires	RAF/CN/CRP	Pour mémoire
Préparer un plan de suivi des recommandations de l'audit des comptes 2013 et 2014 et le mettre en œuvre avant l'audit des comptes 2015	COOR/RAF/CN/CRP	30/04/2016
Respecter le planning d'arrêt et d'audit des comptes 2015 validé au cours de la mission	RAF/CN/CRP	Pour mémoire

## F. Durabilité

75. **Implication des structures pérennes de l'Etat.** Dans toutes les CRP, quatre institutions étatiques qui participent, de façon active, dans la mise en œuvre des activités du Programme, à savoir: a) l'Institut de Développement de l'Entrepreneuriat et Innovation (IDEI) appuie l'élaboration des projets de nature économique, en se focalisant sur la faisabilité des projets et les actions d'éducation financière des bénéficiaires; b) les délégations du Ministère du Développement Rural (MDR) apportent des appuis pour la qualité technique des MP d'agriculture et de l'élevage, et l'assistance technique dans le suivi de ceux-ci; c) les Centres de Formation Professionnelle (CFP) garantissent la qualité et la certification des formations des bénéficiaires; d) Les mairies veillent à ce que les constructions de poulaillers, serres, enclos et porcheries obéissent aux normes et règles de l'art.

76. **Autres sources de financement pour les activités des PRLP.** Un financement de la BADEA (2 millions de Dollars) a permis aux CRP de Santiago (Nord, Centre et Sud) de renforcer les actions d'appui aux populations pauvres avec des AGR (agriculture, pêche, élevage et transformation); et de Fogo à financer des actions structurantes d'accès à l'eau au bénéfice des populations des zones plus vulnérables de la municipalité de São Filipe et les zones hautes de la municipalité de Mosteiros, renforçant ainsi la promotion de la culture irriguée pour les plus pauvres de ces communautés.

77. **Analyse ex ante des MP.** Le système de contrôle de cohérence des dossiers des MP mis en place par l'UCP, à travers les échanges didactiques avec les CRP, a permis à ceux-ci de mieux affiner l'élaboration des dossiers proposés, leur assurant donc une meilleure viabilité. On peut noter que les derniers dossiers analysés à l'UCP ont subi moins de rejet du fait de leur consistance.

78. **Manuel de mise en œuvre des MP.** Le manuel a été validé en novembre 2015. Il prévoit le mécanisme de restitution des fonds en précisant les conditions et modalités de remboursement. Dans certaines CRP, nombre de bénéficiaires ont même commencé à rembourser leur financement suite aux différentes tournées de sensibilisation menées par l'UCP. Une des recommandations de l'atelier de concertation stratégique, tenant compte de ce que certains MP en cours ou entièrement financés n'avaient signé aucun engagement contractuel, était de procéder à la signature de contrat de remboursement avec ceux-ci. Pour les nouveaux dossiers à venir, le manuel prévoit que la condition pour le décaissement des fonds des contrats est la signature du contrat de remboursement entre le Programme et le bénéficiaire du MP.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Mettre en œuvre les recommandations de l'atelier de concertation stratégique, particulièrement en ce qui concerne les contrats de remboursement	Coord/RME/RMP/UCP	28 février 2016

## G. Autres

79. **Communication.** Les efforts ont été concentrés sur la définition des outils de diffusion des objectifs, stratégies et réalisations du Programme auprès de la société civile, des institutions gouvernementales et des bénéficiaires. Au cours de l'année 2015, trois foras ont été organisés dans les CRP de Santiago Nord, Maio et Brava afin de faire connaître les acquis et les défis du Programme au cours des dernières années. Dans le cadre de la commémoration de la Journée internationale pour l'éradication de la pauvreté dans l'île de Santiago, des échanges d'expériences ont permis de faire connaître, les effets et impacts du POSER dans l'amélioration des conditions de vie des populations rurales à travers des témoignages des bénéficiaires.

80. Le Programme a signé en Octobre un contrat pour le développement d'une page Web du Programme qui permettra d'assurer la diffusion des activités du Programme et une interaction entre la société et les acteurs du POSER. Une négociation est en cours avec le Ministère du Développement Rural pour l'utilisation du Programme de TV « Há Mar Há Terra » pour la diffusion mensuelle de reportages sur les activités du Programme.

81. **Partenariat.** Le système de gouvernance basé sur la promotion de politiques de développement local et de lutte contre la pauvreté à travers les Associations Communautaires appelle à nouer de nombreux partenariats. Les ACD continuent à mettre en œuvre des activités hors du cadre du POSER avec d'autres partenaires et bailleurs, renforçant ainsi la confiance par les communautés et l'implication de ceux-ci dans leur propre processus de développement. En ce moment, les données disponibles de l'application des fiches sur le profil des ACD (mais pas encore introduites dans la base) les CRP de São Nicolau, Maio, Brava et São Vicente, montrent des financements d'activités par les Ministères de la Jeunesse et de l'Agriculture, mais aussi la mobilisation de ressources auprès d'Associations d'Immigrants, surtout à l'île de São Nicolau.

82. D'une manière générale, les CRP ont développé des synergies d'intervention avec l'ADEI, l'IEFP et les Délégation du Ministère du Développement Rural (MDR) dans le cadre de l'exécution des microprojets, du suivi de ceux-ci et des actions de formation/capacitation. L'élaboration des Programmes Régionaux de Lutte contre la Pauvreté va permettre aux CRP de disposer d'un instrument de négociation pour attirer de nouveaux partenaires.

83. Le **partenariat avec la BADEA** s'est matérialisé à travers la mise en œuvre d'un Projet de Développement Rural pour la Lutte contre la Pauvreté (PDRLP) dans les îles de Santiago et Fogo. D'un montant de 2,5 millions de USD (BADEA, 2 millions USD et Gouvernement, 500 000 USD), ce partenariat a pu réaliser 172 MP qui ont bénéficié à 2 309 personnes dont 55,7% femmes. Les microprojets financés concernent divers domaines tels que l'agriculture, la pêche, le commerce, l'élevage, l'assainissement et le branchement domiciliaire d'eau. Il faut remarquer que le projet a donné la priorité aux investissements structurants liés à l'accès à l'eau. La situation de décaissement des fonds par la BADEA, jusqu'au mois d'Octobre 2015, est de 1.789.083,98 dollars, qui correspondent à 89% du montant total alloué (2 million de dollars).

84. **Environnement.** La mitigation des probables impacts négatifs des activités du Programme est un des aspects pris en compte par la commission d'analyse ex-ante des microprojets soumis par les CRP. Ainsi, une condition pour le financement des microprojets de production de charbon de bois dans l'île de Maio est d'obtenir l'avis formel de la Délégation du MDR sur l'impact de l'activité sur l'environnement. Il en est de même pour les activités liées aux microprojets d'élevage (surtout de porcs), d'accès à l'eau et de constructions des enclos communautaires où il faut aussi l'avis favorable de la mairie et du MDR pour garantir les conditions environnementales adéquates pour ce type d'activité.

## **H. Conclusion**

85. La mise en œuvre du POSER se déroule globalement à la suite de l'appropriation des objectifs et de l'approche du Programme par le CRP et ACD ainsi que de la formation de ces derniers sur divers aspects. Le Programme a touché directement environ 1920 bénéficiaires à travers le financement de 217 microprojets pour un montant total de 1 420 000 Euros.

86. Les microprojets financés par le Programme demeurent pour la grande majorité des microprojets individuels travaillant sur un maillon spécifique de la chaîne (dont la majorité sur le maillon de production), sans une bonne prise en compte des autres maillons. Les microprojets d'investissement structurants font souvent défaut à cause principalement de la nature même du processus de l'identification des projets par la demande. De plus, la capacité technique des producteurs/productrices bénéficiaires des microprojets demeure en général faible, ce qui ne leur permet pas ainsi d'améliorer significativement la productivité de leurs exploitations.

87. Pour atteindre une masse critique des bénéficiaires, améliorer significativement et durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les revenus et créer des emplois durables, en particulier pour les femmes et les jeunes, il est important pour le Programme de: (i) appuyer davantage les investissements structurants; (ii) renforcer les capacités techniques des bénéficiaires; (iii) de privilégier et de réorienter les investissements en favorisant ceux qui portent sur l'approche chaîne de valeurs visant à traiter tous les maillons de la chaînes de la chaîne de valeurs de la production aux marchés; et enfin (iv) s'assurer que la taille d'exploitation pour la production végétale, animale, pêche soit celle qui est susceptible de rentabiliser l'exploitation.

## Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du Programme et notes attribuées

### I. Projet 1604 [1100001604] Rural Socio-economic Opportunities Programme

#### Faits essentiels

Pays	Cap-Vert	No. du projet	1604 [1100001604]	No. du prêt/don DSF	1000004318, 1000004320
Projet	Rural Socio-economic Opportunities Programme			Prêt/don DSF suppl.	2000000062
Date de mise à jour	07/10/2015				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	4	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1		
Dernière Supervision	08/05/2015	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	10/02/2014		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	21/09/2012			Coût total	25.59	
Accord	29/10/2012	Délai d'entrée en vigueur	4.8	FIDA Total	11.00	
Entrée en vigueur	11/02/2013	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	11.00	22,57
Premier décaissement	20/05/2013			Don DSF		
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	31/03/2019	Dernier audit	30/06/2015	field_asap_grant	0.00	0
Achèvement	31/03/2019			Financement national total	5.09	
Clôture	30/09/2019			Beneficiaries	1.01	8,96
Nbre de prolongations	0			National Govern	4.08	27,66
				Cofinancement total externes	9.50	
				Spanish Fund	9.50	23,60

#### Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	4	3	2. Exécution du S&E	3	4

3. Fonds de contrepartie	6	6	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	3
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	5
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	5	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	4	5
			7. Innovation et leçons apprises	4	3
			8. Prise en climat et environnement	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Fonds Regional de Réduction de la pauvreté	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	5
2. Training, Organization and Networking	3	4	2. Autonomisation	4	4
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	3	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	3	NA
			6. Possibilité réplication à plus grande échelle	4	4

#### B.5 Justification des notes

Au plan de la prise en charge des aspects fiduciaires, les appendices et autres informations de gestion nécessaires à la présente revue ont été rendus disponibles au démarrage de la mission. Une meilleure organisation de la cellule administrative et financière a été mise en œuvre. Elle prend en compte une répartition opérationnelle des responsabilités et des tâches. Les différents manuels de gestion, notamment les manuels de procédures et du fonds de réinvestissement communautaire ont été validés avec les parties prenantes. Cependant, au 31/10/2015, les performances en matière de décaissements restent encore préoccupants: prêt/FIDA (26,48%); prêt supplémentaire/FIDA (17,18%) et prêt/FFE (23,60%). De même, le taux d'exécution du PTBA/2015 révisé, de 41,9%, est relativement faible par rapport à la période de référence. Par ailleurs, la mission a particulièrement insisté à différents niveaux (ACD/CRP/UCP) sur l'urgence et l'importance que revêt la transmission des pièces des dépenses pour optimiser la mobilisation des ressources et conforter les taux de décaissement. Au 31 Octobre, 217 micro-projets ont été objet de contrats de financement, au total 1919 bénéficiaires, dont 921 (48%) Femmes et 979 (51%) Jeunes. Toutefois 380 femmes (41 %, sur un total de 916 bénéficiaires), ont bénéficié de microprojets portants sur des activités économiques. Les CRP ont réalisé plus de 60 activités de formation pour les bénéficiaires du Programme, leaders des ACD et CRP, membres de l'Unité Technique. Le POSER fait partie intégrante du Programme national de lutte contre la pauvreté (PNLP): il vise les communautés pauvres des différentes régions du pays. Le guide sur le ciblage est disponible et partagé. L'analyse du profil des porteurs de microprojets en cours d'exécution montre que le nombre de jeunes (hommes et femmes) promoteurs est passé de 15 à 22% au 31 octobre 2015. On note également une forte présence des jeunes leaders et membres dans les instances des CRP et ACD. Le processus de mise en place du SSE est achevé. Le Manuel de SE élaboré, discuté et validé par les acteurs impliqués contient les outils et procédures pour la collecte, traitement, analyse et diffusion d'informations aidant au pilotage du Programme. La méthodologie de suivi technique et financier du PTBA retenue dans le manuel a été mise en œuvre. Elle a permis d'élaborer le tableau de comparaison des taux d'exécutions physique (41,5%) et financier (41,9%) en fin octobre 15. L'enquête SYGRI de référence a été menée et le rapport disponible. Les besoins en données objectives complètes pour la revue à mi-parcours commande de partager l'étude de référence effectué en 2012, l'enquête SYGRI de référence de 2014 et de réaliser une enquête de comparaison en 2016. Par ailleurs, à l'instar de tous les projets FIDA, les indicateurs de second niveau devront être notés et justifiés en 2016.

#### Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	3
C.2 Sécurité alimentaire	4	3

C.3	Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4	Avancement global de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Sur la base du cadre logique révisé, depuis le démarrage, au total 217 micro-projets ont réalisés sur 1093 prévus en fin 2018 (soit 19,8%). Cependant il faut signaler que 107 autres micro-projets ont été signés après le bilan du système de suivi évaluation (jusqu'à 17 Octobre 2015), ce qui remonterait le pourcentage de réalisation à 29,6% par rapport au objectif en fin 2018. Les micro-projets couvrent l'ensemble des domaines de la production végétale, de l'élevage, de la pêche, des commerce/services et transformation; et sont à 89% à caractère productif.

Le manuel de procédures administratives, financières et comptable est disponible. Il a fait l'objet de partage avec l'UCP et les CRP de toutes les régions. Au 31/10/15, le montant total exécuté est de 234 561 953 CVE, soit un taux d'exécution de 41,9% et des taux par bailleur de 43,3%/FIDA; 43,3%/FFE; 77,7%/Etat et 13,4%/Bénéficiaires.

C.5	Probabilité de réalisation de l'objectif de développement (section B 3 et B4)	4	4
-----	---	---	---

Justification des notes sur l'objectif de développement

Pour rappel, l'objectif de développement du POSER est ' l'Augmentation des revenus locaux, des emplois et des conditions de bien-être des populations pauvres dans la zone d'intervention du programme'. L'approche du Projet dans la sélection des microprojets met l'accent sur les aspects productivité et rentabilité. C'est ainsi que les 217 microprojets réalisés sont en majorité (89%), générateurs de revenus et d'emplois soit à titre individuel ou collectif. L'accent mis sur les projets structurants sera renforcé sur les prochains PTBA; ceci augmentera très sensiblement les possibilités d'augmentation des revenus et des emplois et à terme les conditions de bien-être des populations. Sous ce rapport, la probabilité d'atteinte de l'objectif de développement est forte. Le système de Suivi-évaluation permettra une meilleure documentation des résultats (effets et impact du Programme).

**C.6 Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Les taux de décaissement des prêts relativement moyens commandent une remontée rapide des pièces justificatives des ACD vers les CRP et les CRP vers l'UCP. Cela permettra de mobiliser d'avantage et rapidement les ressources et de relever de façon substantielle les taux.
Avancement de l'exécution du projet	La majeure partie des manuels sont mis en place et internalisés: le manuel des procédures administratives, financières et comptables a été partagé dans toutes les régions; celui du Suivi-évaluation l'a été également. Dans le même sens, la mise en place des outils de suivi-évaluation et des outils de gestion vient renforcer la qualité de la gestion globale du programme. Le renforcement des capacités aussi bien de l'UCP et des CRP, U.T et bénéficiaires a permis d'améliorer la qualité de la gestion globale (choix et analyse des MP, financement des activités); l'amélioration de la gestion de la trésorerie surtout au niveau des justificatifs des financements va mobiliser tous les efforts de l'UCP et des acteurs du POSER pour les prochains PTBA. Le taux de réalisation des microprojets (20%) après 2 ans d'activité dans une approche basée sur la demande est un signe de gestion satisfaisante.
Produits et réalisations	La densification des activités en 2015 a permis un meilleur niveau de production qui pourrait atteindre ou même dépasser les prévisions du PTBA 2016. .
Durabilité	Certaines CRP ont pu développer des partenariats avec d'autres bailleurs dans le cadre de financement d'activités programmées, mais ceux-ci ne participent pas, pour le moment, au financement du fonctionnement de ces institutions. Le renforcement des capacités des CRP et ACD à mobiliser des fonds supplémentaires non seulement pour financer les activités de leurs PRLP, mais également leur fonctionnement serait un gage de durabilité de ces structures locales d'appui au développement. Il en sera de même pour le remboursement du fonds revolving lorsque les conditions et modalités en seront définies. En ce qui concerne les infrastructures, la mise en place et l'opérationnalisation d'un dispositif de suivi des nappes et niveaux d'eau pour les forages et retenues d'eau, et la constitution de comités de gestion pour les équipements (réservoirs, système d'irrigation) assureront une meilleure durabilité.

**Suivi proposé**

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
-------------------	--------------------	--------------------	-------------------

Logiciel informatique	Acquérir une application informatique sous environnement Web dédiée au SSE avec formation des utilisateurs	Immédiat	A réaliser
Audit 2013 et 2014	Préparer un plan de suivi des recommandations de l'audit des comptes 2013 et 2014 (UCP/CRP) et le mettre en œuvre avant le prochain audit (COOR/RAF/CN)	Immédiat	A réaliser
Indicateurs de second niveau et enquête de comparaison pour la mesure de l'atteinte de l'objectif de développement	Identifier les indicateurs de soutien pour le renseignement des indicateurs SYGRI de second niveau et leur notation. Réaliser une étude comparative pour l'atteinte de l'objectif de développement et procéder à la comparaison avec les données de l'étude de référence de 2012 et de l'enquête SYGRI de 2014	Immédiat	A réaliser

#### Observations supplémentaires



## Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI); (Indicateurs à désagréger en H et F; et Jeunes et Adultes)	Etat d'Avancement	Sources d'information	Risque/ hypothèses
<b>1. BUT</b>				
Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales pauvres d'ici fin 2018	Diminution de 1% de la prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans (par sexe) (1)  -*Augmentation de 2,3% de l'indice d'accumulation des biens (1)	<u>7%</u>  % des Femmes chef de ménage dans les quintiles: <u>Les plus pauvres (42%); pauvres (49%); moyen (49%); riches (59%); les plus riches (71%)</u>	Enquêtes SYGRI (référence et finale) Étude d'impact	<u>Hypothèses:</u> La croissance économique du pays et les moyens de lutte contre la pauvreté sont effectifs et efficaces  <u>Risques :</u> Effets du changement climatique Déficit budgétaire et dette extérieure pouvant affecter la capacité du GoCV à mobiliser des fonds
<b>2. OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT</b>				
Augmentation des revenus locaux, des emplois et des conditions de bien-être des populations pauvres dans la zone d'intervention du programme	- Augmentation des revenus locaux et de la sécurité alimentaire des ménages bénéficiaires du POSER  - Amélioration des conditions de bien-être des populations (habitat, eau potable, assainissement, électricité etc)  - Création d'emplois durables	<u><b>Diversité alimentaire des Ménages - faible (1,9%) et moyenne (8,6%) *</b></u>  <u><b>Ménages sans électricité (23,3%); sans accès à l'eau potable (15,5%) *</b></u>  <u><b>Chef de Ménage avec du travail (44%) *</b></u>  <u>1919 Ménages Bénéficiaires (17,5% du</u>	« Inquérito de Referencia do Programa Oportunidades » – Afrosondagem 2012. (Étude de référence des indicateurs de l'objectif de Développement du POSER Non Encore Validée)	<u>Hypothèses:</u> Les prix (internationaux et nationaux) des matières premières, restent abordables pour les populations rurales  -Développement de liens privilégiés avec le secteur privé local  <u>Risques:</u> Non-respect du Gouvernement de ses engagements en tant que contrepartie

	- 10.957 ménages pauvres bénéficient des actions du POSER (2) (	<u>total)</u>	Fiches de Collecte du Système de Suivi Evaluation	
<b>EFFET 1:</b> Les CRP sont efficaces et diversifient les fonds mobilisés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diversification du partenariat des CRP</li> <li>- Accroissement de la capacité de mobilisation des fonds</li> </ul>	<u>200 mil euros (projet « Sodade » - CRP São Nicolau)</u>	Enquêtes spécifiques sur le niveau d'atteinte de l'effet	<u>Hypothèses:</u> Le niveau de confiance des autres acteurs du développement économique local vis-à-vis des CRP se maintient.
<b>Produits:</b> 1. les PRLP sont élaborés avec une large participation des communautés et considérés par les autres acteurs publics et privés comme plateforme de concertation pour orienter leurs actions  2. la capacité de mobilisation de fonds (fundraising) et de gestion efficace des CRP est nettement améliorée	<ul style="list-style-type: none"> <li>-18 PRLP élaborés, et réalisés à 70%</li> <li>- Nombre de nouveaux partenaires des CRP</li> <li>- le taux de mobilisation des financements est de 85%</li> <li>- le taux de réalisation des budgets annuels des CRP est d'au moins 80%</li> </ul>	<u>5 élaborés, mais pas encore validés par l'UCP</u>  <u>26</u>  <u>55,5</u>  <u>33,9</u>	-Rapports annuels des CRP -Fiches de collecte --- Conventions et accords de prêts ou dons	<u>Hypothèses:</u> Le niveau d'adhésion et de confiance vis-à-vis des ACD, et des CRP se maintient.  <u>Hypothèses:</u> les ressources financières sont réellement disponibles et accessibles au niveau des bailleurs des CRP
<b>EFFET 2:</b> Les microprojets améliorent les conditions d'existence des ménages pauvres dans la zone d'intervention du projet	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accroissement, de 40% des revenus monétaires induits par les microprojets productifs et de la sécurité alimentaire</li> <li>- Amélioration de l'indice de bien-être</li> </ul>		- Enquêtes spécifiques sur le niveau d'atteinte de l'effet	<u>Hypothèses:</u> les prix locaux des produits des MP sont incitatifs et stables

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmentation des emplois</li> <li>- *Efficacité des MP</li> <li>- * Durabilité des MP</li> </ul>			<p><u>Risques:</u> - les aléas climatiques réduisent les productions potentielles</p> <p>- l'accès aux marchés des produits est difficile</p>
<p><b>Produits</b></p> <p>3. les ménages pauvres bénéficient d'activités génératrices de revenus et d'emplois durables</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Au moins 905 MP réalisés</li> <li>- 8141 bénéficiaires des MP sur des activités génératrices de revenus dont 50% pour les femmes et 30% de jeunes</li> <li>- Au moins 7531 emplois créés</li> <li>*2442 Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole (H/F)</li> <li>*2442 Personnes formées aux méthodes et techniques de production animale (H/F)</li> <li>*2442 Ménages ayant accès aux services zoo-sanitaires mis en place</li> <li>*2442 Ménages ayant bénéficié de bétail dans le cadre d'un programme de distribution ou de reconstitution du cheptel</li> <li>*610 Personnes ayant bénéficié d'une formation professionnelle (H/F)</li> <li>*100 Installations de commercialisation</li> </ul>	<p><u>193 retenus (21,3%)</u></p> <p><u>916 bénéficiaires (11,3% du cible) dont 380 (41,5%) sont femmes et 203 (22%) sont jeunes</u></p> <p><u>916</u></p> <p><u>437 (17,9% du cible), dont 99 (22,6%) sont femmes et 74 (16,9%) Jeunes</u></p> <p><u>214 (8,7% du cible), dont 144 (67,3%) Femmes et 39 (18,2%) Jeunes</u></p> <p><u>214 (8,7% du cible), dont 144 (67,3%) Femmes et 39 (18,2%) Jeunes</u></p> <p><u>214 (8,7% du cible), dont 144 (67,3%) Femmes et 39 (18,2%) Jeunes</u></p> <p><u>2 (0,003%)</u></p> <p><u>16 (16%)</u></p>	<p>Fiches de collecte</p> <p>Base de données des microprojets</p>	<p><u>Hypothèses:</u> le processus d'élaboration et de financement des microprojets est pertinent, efficace et réellement participatif</p> <p><u>Risques:</u> Aléas climatiques pour les microprojets de production agricole pluviale</p>

	aménagées/remises en état  *40 Installations de transformation aménagées/remises en état  *244 hectares d'irrigation aménagés/remis en état -	<u>2 (5%)</u>  <u>43,7 (18%)</u>		
4. les ménages pauvres bénéficient d'activités à caractère social	-Au moins 188 microprojets à caractère social  2816 bénéficiaires de microprojets à caractère social financés  *50 Réseaux d'eau potable installés/remis en état  *Autres infrastructures construites/remises en état	24 (13%)  1003 (36% du cible), dont 541 (53,9%) sont des femmes et 776 (77,3%) sont des jeunes  7 (14%)  11	Fiches de collecte Base de données des microprojets	
<b>EFFET 3:</b> les structures institutionnelles (ACD, CRP) mises en place dans le cadre du PLPR sont consolidées et pérennisées	-508 ACD opérationnels renforcés  *Nombre d'ACD comptant des femmes dans leurs instances de direction  -9 CRP sont fonctionnels  *Nombre de CRP comptant des femmes dans leurs instances de direction  *Efficacité des structures institutionnelles  *Durabilité des structures institutionnelles -	<u>165 (32%)</u> <u>37</u> <u>9 (100%)</u>  <u>0</u> <u>ND</u> <u>ND</u>	Enquêtes spécifiques sur le niveau d'atteinte de l'effet	<u>Hypothèses:</u> Le niveau de confiance des populations vis-à-vis des ACD, CRP se maintient.

## Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui
Exécution du projet	Bien définir les secteurs de financement et centrer les interventions dans les domaines de l'agriculture, l'élevage, la pêche et les AGR y relatifs	31 décembre 2015	Coord/UCP
	Renforcer la capacité/sensibilisation des CRP et des ACD en ce qui concerne l'identification des projets structurants	Permanent	RMP/RME/RG/RSA
	Poursuivre le renforcement des capacités techniques des CRP dans l'élaboration et le suivi des microprojets	31 janvier 2016	RMP/RSA/UCP
	Assurer la signature de contrat de remboursement entre la CRP et des microprojets en cours ou déjà financés	28 février 2016	RME / RMP
	Doter chaque AGR d'outils de gestion (livre des achats, et livre de caisse etc.) et caisse avec cadenas	28 février 2016	RME / RMP
	Renforcer les capacités des animateurs sur éducation financière	31 mars 2016	RME
	Renforcer les Visites d'échanges entre CRP pour mieux partager les expériences sur les projets intercommunautaires (structurants)	30 juin 2016	RME/ RMP / RAFC
	Renforcer les capacités des animateurs sur suivi des micro-projets productifs	30 juin 2016	RME / RME
	Préparer à l'attention du FIDA un dossier pour un don en faveur du renforcement du Fonds de Micro-finance PNL	31 décembre 2016	Coordo/MJERH/FIDA
	Assurer la mise en relation MP productifs / IMF	Permanent	RME/RMP
	Engager des discussions avec la Fédération des IMF afin que celles-ci proposent des produits qui répondent aux besoins des MP	1 <sup>er</sup> trimestre 2016	RME/RMP
	Acquérir une application informatique sous environnement Web dédiée au SSE avec formation des utilisateurs	Fin Avril	RSE/Coordinateur
	Identifier les indicateurs de soutien pour le renseignement des indicateurs SYGRI de second niveau	Fin Février	RSE
	Élaborer et exploiter trimestriellement le tableau de suivi technique et financier	Chaque trimestre	RSE/Coordinateur
	Systématiser les instances de pilotage sur la base des tableaux de bord des indicateurs de produit du cadre logique et du tableau de suivi technique financier	Chaque trimestre	RSE/UCP
	Faire une étude sur le niveau d'atteinte des objectifs de développement du Programme et exploiter l'étude de référence du POSER		RSE/UCP
	Analyser la situation de chaque CRP et renforcer l'appui aux CRP qui présentent encore quelques difficultés dans l'application de la stratégie de ciblage	Décembre 2015	RG/RME/RMP/UCP
	Poursuivre la sensibilisation/information des populations, particulièrement les femmes et les jeunes, en insistant sur les aspects économiques et la durabilité des MP	Permanent	RG/RME/RMP/UCP
	Poursuivre la densification des appuis aux CRP et ACD en matière de formation en genre et inclusion des jeunes	Permanent	RG/RAF/UCP

Durabilité	Promouvoir la participation active des femmes et l'intégration de leurs aspirations à tous les niveaux de prise de décision et dans tous les domaines du développement, en incluant les instances des CRP et des ACD	Permanent	RG/RMEMR/UCP
	Tenir compte de la dimension genre et des contraintes particulier des femmes dans le développement des actions de capacitation spécifique sur la gestion de microprojets.	Permanent	RG/RSA/RMP/UCP
	Mettre en œuvre les recommandations de l'atelier de concertation stratégique, particulièrement en ce qui concerne les contrats de remboursement	28 février 2016	Coord/RME/RMP/UCP
Aspects fiduciaires	Finaliser le paramétrage du suivi des contrats et de la consolidation des DRF (UCP/CRP)	31/03/2016	RAF/CN/Cabinet
	Assurer les immobilisations du Programme (vol, incendie, dégâts des eaux, responsabilité civile, etc.)	31/03/2016	COOR/RAF
	Procéder à une budgétisation optimale de la contrepartie (taxes + numéraire)	31/12/2015	COOR/RAF/RSE
	Finaliser et transmettre la DRF n° 08 en préparation à l'UCP	31/12/2015	COOR/RAF/CN
	Justifier l'écart de reconstitution du compte désigné de 132,21 euros en plus dans le compte	31/12/2015	RAF/CN
	Prendre toutes les dispositions nécessaires pour la justification du montant de 381 415,76 euros prélevé du compte désigné au profit des CRP/ACD et en attente de justification	31/12/2015	COOR/RAF/CN/CRP/ACD
	Assurer le suivi du niveau de la contribution des bénéficiaires à 10% sur les microprojets réalisés	Pour mémoire	RAF/RSE/RMP/CRP
	Reconstituer mensuellement les comptes désignés en même temps que les rapprochements bancaires	Pour mémoire	RAF/CN/CRP
	Préparer un plan de suivi des recommandations de l'audit des comptes 2013 et 2014 et le mettre en œuvre avant l'audit des comptes 2015	30/04/2016	COOR/RAF/CN/CRP
	Respecter le planning d'arrêté et d'audit des comptes 2015 validé au cours de la mission	Pour mémoire	RAF/CN/CRP

## Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

AVANCEMENT TECHNIQUE AU REGARD DU PTBA - POSER 2015 (Y COMPRIS LES INDICATEURS SYGRI)							
Indicateur	Unité	Période: 1er Janvier au 17 Octobre 2015 Objectifs PTBA 2015	Progrès effectif	% par rapport au PTBA	Progrès effectif global	Objectif fixé dans le DCP (cadre logique révisé)	% par rapport aux objectifs du DCP
<b>Composante 1: Programmes Regionaux de lutte contre la pauvreté</b>							
<b>Sous/Composante 11: Investissements PRLP</b>							
Nombre de Menages Bénéficiaires	Nombre	2192	1693	77%	1919	10957	18%
Nombre de Bénéficiaires Homme	Nombre	5480	4232	77%	4795	27392	18%
Nombre de Bénéficiaires Femme	Nombre	5480	4233	77%	4795	27393	18%
Nombre de MP génératrices de revenus financés par type	Nombre	180	153	85%	193	905	21%
Ménages bénéficiaires des MP sur des activités génératrices de revenus	Nombre	1628	700	43%	916	8141	11%
Nombre d'emplois ruraux créés par les MP	Nombre	ND	ND	-	ND	ND	-
<b>Nombre d'ha de périmètres irrigués aménagés/remis en état</b>	Nombre	48,8	31,6	65%	43,7	244	18%
<b>Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole)</b>	Nombre	488	316	65%	437	2442	18%
<b>Nombre de personnes formées aux méthodes et techniques de production animale</b>	Nombre	488	189	39%	214	2442	9%
<b>Nombre de ménages ayant accès aux services zoo-sanitaires mis en place.</b>	Nombre	488	189	39%	214	2442	9%
<b>Nombre de ménages ayant bénéficié de bétail dans le cadre d'un programme de distribution ou de reconstitution du cheptel</b>	Nombre	488	189	39%	214	2442	9%
<b>Nombre de personnes ayant bénéficié d'une formation professionnelle</b>	Nombre	122	0	0%	2	610	0%

<b>Nombre d'installations de commercialisation aménagées/remises en état</b>	Nombre	20	8	40%	16	100	16%
<b>Installations de transformation aménagées/remises en état</b>	Nombre	8	2	25%	2	40	5%
Nombre de Ménages financés à caractère social,	Nombre	564	993	176%	1003	2816	36%
Nombre de Microprojets à caractère social ,financés	Nombre	38	20	53%	24	188	13%
<b>Nombre de réseaux d'eau potable installés/remis en état</b>	Nombre	10	2	20%	7	50	14%
<b>Nombre d'autres infrastructures construites/remises en état</b>	Nombre	nd	0	-		ND	-
<b>Composante 2: Animation, Formation et Mise en Réseau</b>							
<b>Sous/Composante 22 Formation et Renforcement de Capacités</b>							
Nombre d'ACD opérationnelles renforcées	Nombre	102	92	90%	165	508	32%
Nombre d'Atelier/Seminaires réalisées par l' UCP	Nombre	1	1	100%	2	12	17%
Nombre d'Atelier/Seminaires réalisées par les CRPs	Nombre	47	55	117%	64	81	79%
Nombre de PRLP élaborés	Nombre	9	7	78%	7	9	78%
<b>Membres des groupes communautaires créés/consolidés</b>	<i>homme</i>	<i>ND</i>	<i>3412</i>	<i>-</i>	<i>5639</i>	<i>15 742</i>	<i>36%</i>
<b>Membres des groupes communautaires créés/consolidés</b>	<i>Femme</i>	<i>ND</i>	<i>3413</i>	<i>-</i>	<i>5639</i>	<i>15 246</i>	<i>37%</i>
<b>Groupes communautaires créés/consolidés</b>	<i>Nombre</i>	<i>ND</i>	<i>91</i>	<i>-</i>	<i>164</i>	<i>508</i>	<i>32%</i>
<b>Plans villageois/communautaires élaborés</b>	<i>Nombre</i>	<i>ND</i>	<i>91</i>	<i>-</i>	<i>146</i>	<i>406</i>	<i>36%</i>
<b>20. Nombre d'ACD comptant des femmes dans leurs instances de direction</b>	Nombre	40	20	50%	37	203	18%
Nombre de Formations Réalisées par les CRP	Nombre	68	53	78%	53,0	210	25%
Nombre de CRP fonctionnels	Nombre	9	9	100%	9	9	100%
Nombre de CRP comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombre	ND	0	-	0	ND	-
Nombre de facilitateurs opérationnels (par sexe)	Nombre	ND	0	-	0	ND	-
Nombre d'ACD nouveaux avec facilitateurs opérationnels	Nombre	ND	0	-	0	ND	-
Nombre de facilitateurs formés (par sexe)	Nombre	ND	0	-	0	ND	
Nombre de sessions de formation des facilitateurs	Nombre	ND	0	-	0	ND	-
Nombre de nouveaux partenaires	Nombre	ND	0	-	0	ND	-



Montants mobilisés au niveau des partenaires nouveaux	Nombre	ND	0	-	0	ND	-
<b>Composante 3: Gestion du Programme</b>							
<b>Sous/Composante 31: Gestion du Programme</b>							
Nombre des CRPs objet de Mission de Supervision de L'UCP	Nombre	9	9	100%	9,0	ND	-
Nombre d'Audits des comptes réalisé	Nombre	1	1	100%	1,0	6	17%
Nombre d'Enquêtes d'Effets Réalisées	Nombre	1	0	0%	-	12	0%
Nombre d'Études réalisés	Nombre	2	1	50%	1,0	27	4%
Nombre de Mission de Suivi Physique des Microprojets par l'UCP	Nombre	18	9	50%	9,0	40	23%
Nombre d'Etudes de Référence Réalisées	Nombre	1	1	100%	1,0	2	50%

**En jaune, les Indicateurs SYGRI**



## Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie au 31/10/2015

### POSER

#### Appendice 5A

#### Performance financière par bailleur (USD 000) au 31/10/2015

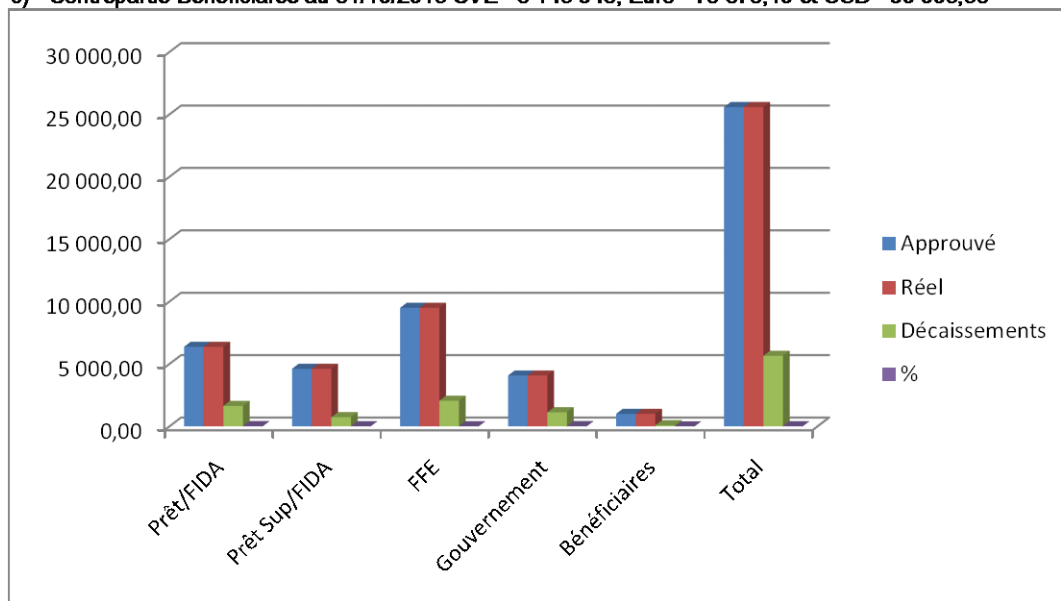
Financier	Approuvé	Réel	Décaissements	%	
Prêt/FIDA	6 380,00	6 380,00	1 641	25,72	a)
Prêt Sup/FIDA	4 620,00	4 620,00	739	15,99	a)
FFE	9 504,00	9 504,00	2 058	21,66	a)
Gouvernement	4 083,00	4 083,00	1 130	27,66	b)
Bénéficiaires	1 005,00	1 005,00	90	8,96	c)
Total	25 592,00	25 592,00	5 657,24	22,11	

Cambio - EURO/USD - 1,21833123

a) - "STATUS OF FUNDS" ET "HISTORIC TRANSACTION REPORT" (FIDA 1/2 et FFE)

b) - Contrepartie de l'état au 31/10/2015 CVE - 102 225 784; Euro - 927091,85 et USD - 1 129 504,95

c) - Contrepartie Bénéficiaires au 31/10/2015 CVE - 8 145 948; Euro - 73 876,10 et USD - 90 005,56



**POSER****Appendice 5B****Performance financière par bailleur et par composante (USD '000) au 31/10/2014**

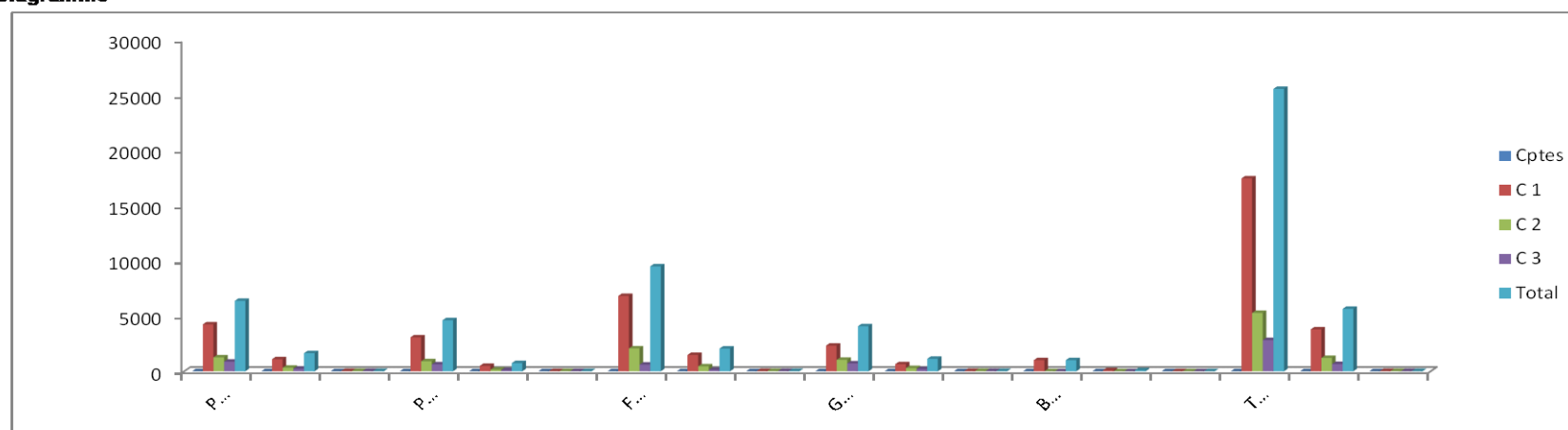
	Prêt/FIDA a)			Prêt Sup/FIDA a)			FFE a)			Gouvernement b)			Bénéficiaires c)			Total		
Cptes	Réel	Décaiss	%	Réel	Décaiss	%	Réel	Décaiss	%	Réel	Décaiss	%	Réel	Décaiss	%	Réel	Décaiss	%
C 1	4 248,00	1 092,59	25,72	3 076,72	491,89	15,99	6 825,00	1 478,16	21,66	2 324,31	643,06	27,67	1 005,09	90,01	8,95	17 479,12	3 795,70	21,72
C 2	1 260,00	324,03	25,72	912,46	145,88	15,99	2 074,00	449,07	21,65	1 039,93	287,71	27,67	0	0	0	5 286,39	1 206,69	22,83
C 3	872,00	224,20	25,71	631,35	100,94	15,99	605,00	130,98	21,65	718,33	198,74	27,67	0	0	0	2 826,68	654,85	23,17
<b>Total</b>	<b>6 380,00</b>	<b>1 640,81</b>	<b>25,72</b>	<b>4 620,53</b>	<b>738,71</b>	<b>15,99</b>	<b>9 504,00</b>	<b>2 058,21</b>	<b>21,66</b>	<b>4 082,57</b>	<b>1 129,50</b>	<b>27,67</b>	<b>1 005,09</b>	<b>90,01</b>	<b>8,95</b>	<b>25 592,19</b>	<b>5 657,24</b>	<b>22,11</b>

Cambio - EURO/USD - 1,21833123

a) - "STATUS OF FUNDS" ET "HISTORIC TRANSACTION REPORT"

b) - Contrepartie de l'état au 31/10/2015 CVE - 102 225 784; Euro - 927091,85 et USD - 1 129 504,95

c) - Contrepartie Bénéficiaires au 31/10/2015 CVE - 8 145 948; Euro - 73 876,10 et USD - 90 005,56

**Diagramme**

## POSER

## Appendice 5C. Décaissements Prêt/FIDA (DTS) AU 31 OCTOBRE 2015

1	2	3	4	5	6	7	8	9
N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement (Drf 01 à 06)	Balance	%	W/A Pending a)	Total	%
I	Fonds PRLP	1 680 000	202 170	1 477 830	12,03	93 894,22	296 064,57	17,62
II	Prestation de services	1 140 000	138 967	1 001 033	12,19	50 881,74	189 848,86	16,65
III	Personnel	420 000	69 840	350 160	16,63	18 131,44	87 971,91	20,95
IV	Fonctionnement	550 000	63 703	486 297	11,58	17 321,53	81 024,41	14,73
	Non alloué	420 000	-	420 000	-	0,00	0,00	0,00
	Dépôt initial		640 038	-640 038			640 038,01	
	Total	4 210 000	1 114 719	3 095 281	26,48	180 228,93	1 294 947,76	30,76

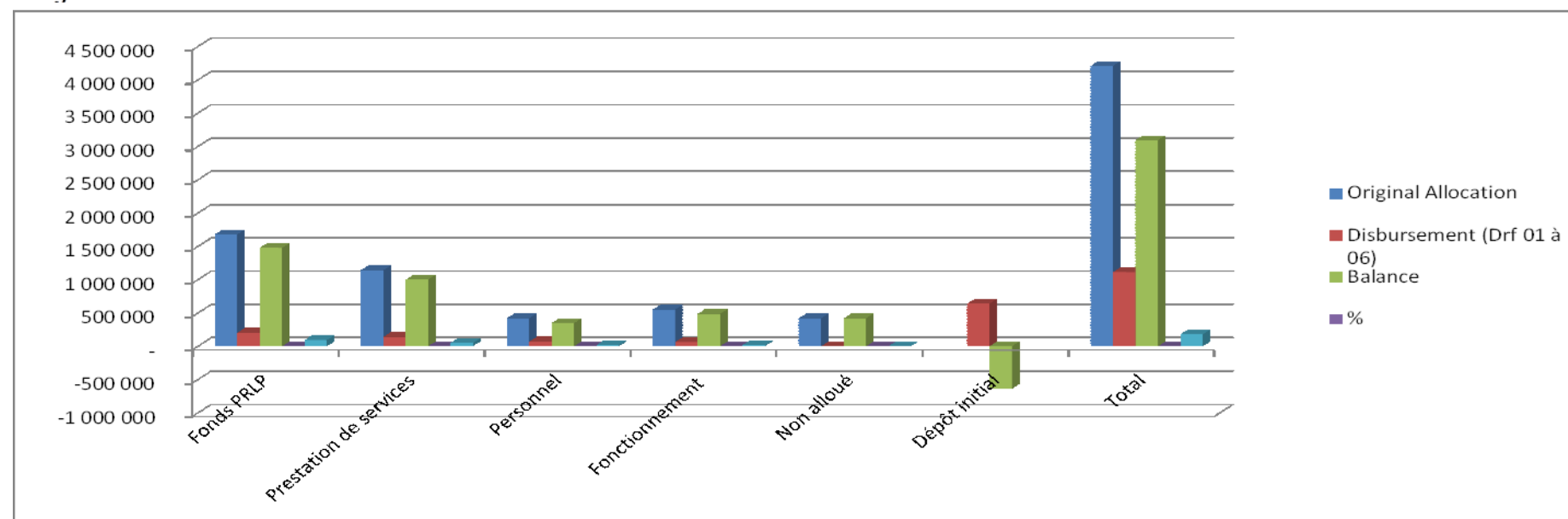
Cambio: 1DTS = 1,21833123 EURO

a) 31% de DRF N° 05 - 31 998,02 EURO (FIDA)

DRF N° 07 - 464 413,74 EURO (FIDA)

DRF N° 08 - 211 916,33 EURO (EN PREPARATION)

## Diagramme



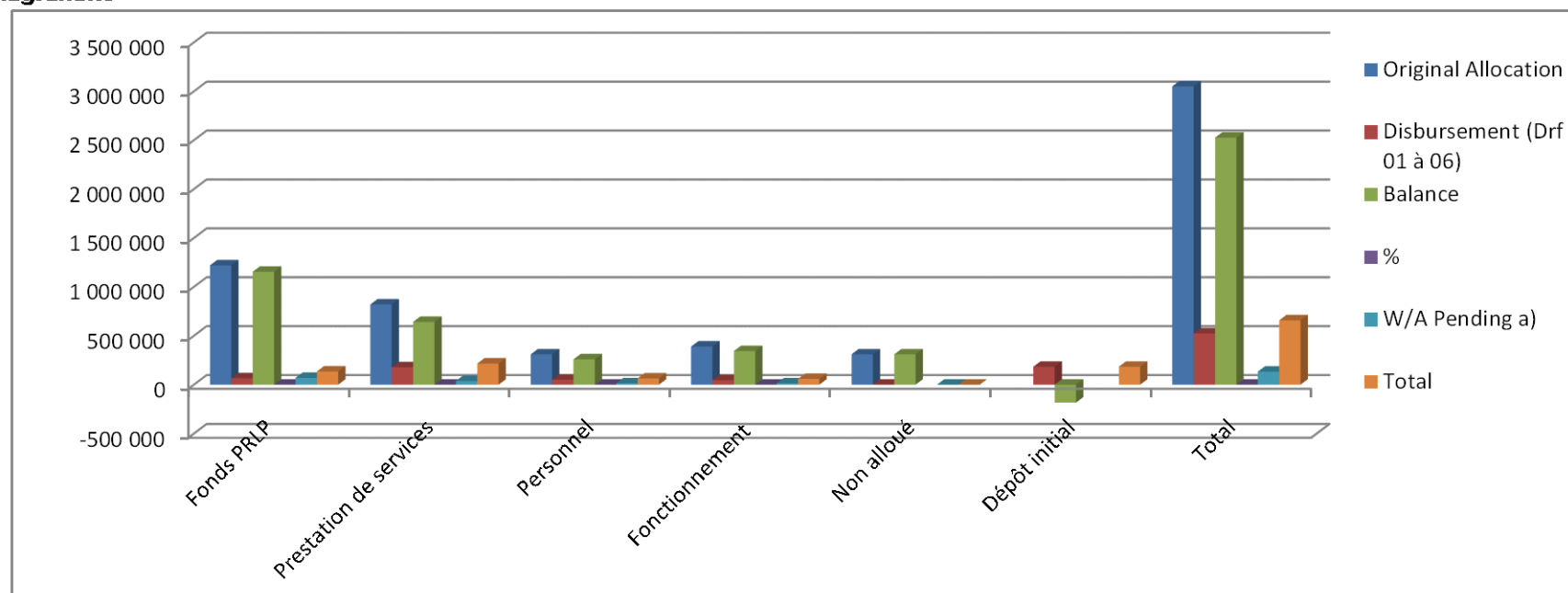
**POSER****Appendice 5C. Décaissements Prêt supplémentaire/FIDA (DTS) AU 31 OCTOBRE 2015**

N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement (Drf 01 à 06)	Balance	%	W/A Pending a)	Total	%
I	Fonds PRLP	1 220 000	65 317,52	1 154 682	5,35	69 665,34	134 982,86	11,06
II	Prestation de services	820 000	178 082,78	641 917	21,72	37 751,00	215 833,78	26,32
III	Personnel	310 000	50 917,08	259 083	16,42	13 452,35	64 369,43	20,76
IV	Fonctionnement	390 000	46 453,84	343 546	11,91	12 851,66	59 305,50	15,21
	Non alloué	310 000	0	310 000		0,00	0,00	
	Dépôt initial		183 346	-183 346			183 346,04	
	<b>Total</b>	<b>3 050 000</b>	<b>524 117,26</b>	<b>2 525 883</b>	<b>17,18</b>	<b>133 720,36</b>	<b>657 837,62</b>	<b>21,57</b>

**Cambio:** 1DTS = 1,21833123 EURO**a) 23% de :** DRF N° 05 - 31 998,02EURO (FIDA)

DRF N° 07 - 464 413,74EURO (FIDA)

DRF N° 08 - 211 916,33EURO (EN PREPARATION)

**Diagramme**

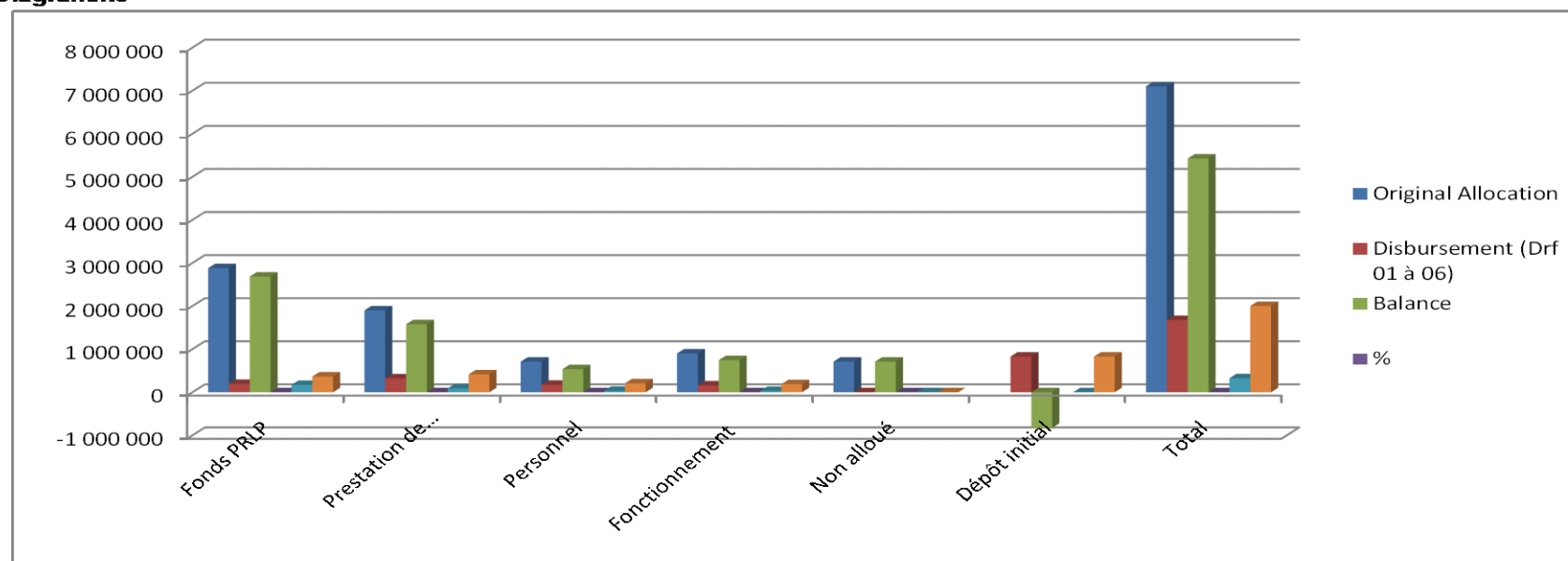
**POSER****Appendice 5C. Décaissements Prêt/FFE (euro) AU 31 OCTOBRE 2015**

N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement (Drf 01 à 06)	Balance	%	W/A Pending	Total	%
I	Fonds PRLP	2 880 000	194 927	2 685 073	6,77	169 750,92	364 678,17	12,66
II	Prestation de services	1 900 000	322 799	1 577 201	16,99	91 986,27	414 784,95	21,83
III	Personnel	710 000	173 968	536 032	24,50	32 778,80	206 746,57	29,12
IV	Fonctionnement	900 000	155 841	744 159	17,32	31 314,98	187 155,65	20,80
	Non alloué	710 000	0	710 000	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépôt initial		828 000	-828 000		0,00	828 000,00	0
	<b>Total</b>	<b>7 100 000</b>	<b>1 675 534</b>	<b>5 424 466</b>	<b>23,60</b>	<b>325 830,97</b>	<b>2 001 365,34</b>	<b>28,19</b>

**Cambio:** 1DTS = 1,21833123 EURO**a) 46% de** DRF N° 05 - 31 998,02 EURO (FIDA)

DRF N° 07 - 464 413,74 EURO (FIDA)

DRF N° 08 - 211 916,33 EURO (EN PREPARATION)

**Diagramme**





## Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement au 31/10/2015

Sections	Dispositions	Objectifs/Dates prévues	Etat d'avancement	Observations
Section B, point 10 de l'amendement du 27 mai 2013 « compte désigné »	« Dès l'entrée en vigueur de l'accord de financement l'emprunteur ouvrira au nom du programme un compte désigné <b>en USD</b> auprès de la banque centrale acceptable pour le FIDA ».	Pour mémoire	Pour mémoire	Sur la base du nouvel amendement déjà signé, le point 10 est ainsi libellé « l'emprunteur ouvrira au nom du programme un compte désigné <b>en euro</b> auprès de la banque centrale de Cabo Verde.
Section B, point 11 de l'amendement du 27 mai 2013 « compte d'opération »	« L'emprunteur ouvrira en outre un compte d'opération en Escudos du Cap-Vert (CVE) pour la réalisation des activités du programme ».	Pour mémoire	Pour mémoire	Cette disposition a été supprimée dans la mesure où le compte désigné est en euro et qu'il y a une parité fixe entre l'euro et l'escudo: 1 euro = 110.265 escudos. La banque reçoit le chèque en escudo et procède au paiement en tenant compte du taux de change fixe.
Section B, point 12 de l'amendement du 27 mai 2013 « contrepartie »	« L'emprunteur fournit des fonds de contrepartie aux fins du programme pour un montant d'environ 4 millions d'USD, représentant l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens et services grevant le programme, qui seront pris en charge par l'emprunteur au moyen, notamment, d'exonérations des droits de douane et taxes ».	Pour mémoire	Pour mémoire	Sur la base du nouvel amendement déjà signé, le point 12 est ainsi libellé « L'emprunteur fournit des fonds de contrepartie aux fins du programme pour un montant d'environ 4 millions d'USD. Ce montant représente la contribution de l'emprunteur: a) à la prise en charge par l'emprunteur, au moyen d'exonérations ou en recourant à la procédure de chèques du trésor, de l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens et services grevant le programme, pour un total approximatif de 2 millions d'USD; et b) au financement de l'assurance du personnel de l'UCP et des CRP, ainsi que d'autres coûts de fonctionnement et de prestation de service, pour un montant approximatif de 2 millions d'USD ».
Annexe 2 de l'amendement du 27 mai 2013 « tableau d'affectation des fonds »	« Le tableau indique les catégories de dépenses admissibles à un financement sur les fonds du prêt du fonds, du prêt supplémentaire du fonds et du prêt du fonds fiduciaire ainsi que le montant du prêt du fonds, du prêt supplémentaire du fonds et du prêt du fonds fiduciaire affecté à chaque catégorie et la répartition en pourcentage des dépenses à financer pour chacun des postes des différentes catégories ».	Pour mémoire	Pour mémoire	Sur la base du nouvel amendement déjà signé, le tableau d'affectation sera ainsi libellé « Le tableau indique les catégories de dépenses admissibles à un financement sur les fonds du prêt du fonds, du prêt supplémentaire du fonds et du prêt du fonds fiduciaire ainsi que le montant du prêt du fonds, du prêt supplémentaire du fonds et du prêt du fonds fiduciaire affecté à chaque catégorie et la répartition en pourcentage des dépenses à financer pour chacun des postes des différentes catégories. Chaque demande de décaissement sera répartie par le fonds en pari passu selon un ratio 31/23/46 entre le prêt du fond, le prêt supplémentaire du fonds et le prêt du fonds fiduciaire ».

Section 7.02, b), ii) des conditions générales « PTBA »	« ..... l'agent principal du programme soumet au Fonds, pour observations, la version provisoire du PTBA, au plus tard soixante (60) jours avant le début de l'année du projet considérée..... ».	31/01/2016	A mettre en œuvre	L'échéance de transmission du PTBA 2016, conformément aux dispositions des Conditions Générales (60 jours avant le début de la période considérée), est actuellement dépassée. Le Programme devra rapidement prendre les dispositions nécessaires pour transmettre le PTBA/PPM 2015 au FIDA avant le 31/01/2016.
Section 7.08, a) des conditions générales « Assurance des biens »	« L'emprunteur/Bénéficiaire ou l'agent principal du projet assure contre les risques, l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du programme selon des montants conformes à de saines pratiques commerciales ».	31/03/2016	A mettre en œuvre	Prendre les dispositions nécessaires pour assurer les immobilisations du POSER conformément aux dispositions des Conditions Générales applicables aux prêts/dons du FIDA.
Section 8.03, a) des conditions générales « Rapport d'activités »	« L'agent principal du programme, ou une autre partie désignée dans l'accord, remet au Fonds des rapports d'activités périodiques conformes en la forme et sur le fond aux exigences du fonds..... »	30/09/2015	A mettre en œuvre	Le rapport du premier semestre 2015 été transmis au FIDA le 30/09/2015.
Section 9.02 des conditions générales « Etats financiers »	« L'emprunteur/bénéficiaire remet au fonds chaque année fiscale des états financiers détaillés des opérations, des ressources et des dépenses relatives aux programmes, établis, conformément aux normes et procédures agréées par le fonds, dans un délai de quatre (04) mois après la clôture de chaque années fiscale ».	30/04/2016	A mettre en œuvre	Les états financiers 2015 seront transmis au FIDA au plus tard le 30/04/2016
Section 9.03, b) des conditions générales « Audit des comptes »	« Remettre au fonds dans les six (06) mois suivant la fin de l'année fiscale, une copie certifiée du rapport d'audit et lui soumettre la réponse à la lettre de recommandations des commissaires aux comptes dans le mois qui suit sa réception ».	30/06/2016	A mettre en œuvre	Le rapport d'audit des comptes 2015 sera soumis au FIDA avant le 30/06/2016.

## Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

### Innovation et Apprentissage

---

1. **Analyse Ex-ante des Microprojets.** Tirant les leçons des contrôles à posteriori des MP durant la mise en œuvre du PLPR, la création dans l'UCP de la commission d'évaluation ex ante des MP proposés par les CRP permettant d'en apprécier la qualité des dossiers, est une mesure de durabilité, mais aussi qui assure un ciblage plus affiné sur les plus pauvres.

2. **Mise en œuvre du Fonds de réinvestissement communautaire (FRC).** Le fonds de réinvestissement communautaire est une innovation du POSER en tant que mécanisme de restitution par les bénéficiaires des montants investis. Afin de permettre aux CRP et ACD d'avoir des fonds pour assurer la durabilité des actions, il est prévu que les bénéficiaires des microprojets rembourse les investissements. La CRP est responsable de la gestion de fonds qui seront réalloués à de nouveaux projets relevant des ACD qui les ont générés. Le FRC, en plus d'assurer la durabilité des fonds du programme National de lutte contre la Pauvreté, est une façon de responsabiliser les ACD et les bénéficiaires pour leur propre développement.

**Cellule sous-régionale d'animation – CRP de Santiago Sud.** La cellule sous-régionale d'animation composée de leaders associatifs mise en place par la CRP de Santiago Sud présente des résultats visibles sur le terrain: dynamisme des ACD, proposition des projets structurants, suivi-évaluation de l'impact des projets mis en œuvre. Cette expérience pourrait être répliquée dans d'autres CRP.

---